

2016

Rapport général de la Cour des comptes
sur le projet de loi portant règlement du
compte général de l'Etat de l'exercice 2016



Cour des comptes
Grand-Duché de Luxembourg

Table des matières

INTRODUCTION.....	7
I. LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA COUR DES COMPTES	9
1 Compte général 2016 suivant la législation nationale	9
1.1 Situation globale de l'exécution du budget 2016.....	9
1.1.1 Balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2016.....	9
1.1.2 Situation globale de l'exécution du budget 2016.....	11
1.2 Recettes du budget 2016.....	17
1.3 Dépenses du budget 2016	21
1.4 Budget pour ordre	23
1.5 Mesures de restructuration budgétaire et exécution du « Paquet pour l'avenir »26	
1.5.1 Remarques préliminaires : les objectifs du Gouvernement.....	26
1.5.2 Evaluation et suivi des 258 mesures du « Paquet pour l'avenir »	26
1.6 Fonds spéciaux	27
1.6.1 Situation financière des fonds spéciaux de l'Etat.....	28
1.6.2 Evolution des recettes des fonds spéciaux de l'Etat	31
1.6.3 Evolution des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat.....	33
1.7 L'exécution du budget des dépenses.....	38
1.7.1 Les transferts de crédits.....	38
1.7.2 Les crédits non limitatifs.....	41
1.8 Suivi des conclusions et recommandations de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire.....	45
2 Compte général suivant les règles du SEC 2010.....	47
2.1 Remarques préliminaires	47
2.2 Déficit public consolidé de l'administration publique	47
2.2.1 Solde financier de l'administration publique (2011-2021)	48
2.2.2 Solde financier des sous-secteurs de l'administration publique (2011-2021)	51
2.3 Dette publique consolidée de l'administration publique.....	52
2.4 Investissements de l'administration publique	55
2.4.1 Investissements directs (formation de capital)	55
2.4.2 Investissements indirects (transferts en capital)	58



Table des matières - suite

3	Contrôle intensifié de la Cour	61
3.1	Rémunérations des agents de l'Etat	61
3.1.1	Présentation du contrôle de la Cour	61
3.1.2	Résultats du contrôle.....	62
3.1.2.1	Fonctionnaires	62
3.1.2.2	Employés	62
3.1.2.3	Ouvriers	63
3.1.2.4	Etudiants	63
3.1.2.5	Fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants	64
ANNEXE	67
II. LA REPONSE DU GOUVERNEMENT	101



INTRODUCTION

Suivant l'article 5 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, la Cour « établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'Etat de l'exercice précédent. Ce rapport peut également porter sur des constatations et recommandations relatives à des exercices budgétaires antérieurs. Il est transmis à la Chambre des députés, accompagné des observations du Gouvernement ou de tout autre organisme concerné. »

L'article 50 de la loi du 23 décembre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 a modifié l'article 11 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et dorénavant, le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent est à déposer à la Chambre des députés et à transmettre à la Cour des comptes pour le 30 juin au plus tard.

En date du 30 juin 2017, la Cour des comptes a reçu communication du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016, tel qu'approuvé par le Conseil de gouvernement dans sa séance du 21 juin 2017.

Le présent rapport général portant sur l'exercice 2016 comporte notamment les trois volets suivants :

- une analyse du résultat de l'exercice budgétaire 2016 selon la législation nationale ;
- une analyse des dépenses et des recettes de l'exercice 2016 d'après les règles et concepts du système européen des comptes (SEC 2010) et en prenant notamment en considération la situation financière de l'administration publique. Est également visée, la dette publique consolidée de l'administration publique ;
- un contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2016 et ayant trait aux traitements des fonctionnaires, aux indemnités des employés de l'Etat, aux salaires des ouvriers de l'Etat respectivement aux indemnités des étudiants au service de l'Etat.

I. LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA COUR DES COMPTES

1 Compte général 2016 suivant la législation nationale

Pour l'établissement du budget des recettes et dépenses de l'Etat pour 2016, le Gouvernement avait retenu une hypothèse de croissance annuelle de 3,4% du PIB en volume. La progression effective du PIB sur l'ensemble de l'année 2016 se chiffrant à 4,2% a été plus importante qu'initialement prévue.

Le budget des recettes et dépenses de l'Etat de l'exercice 2016 a été établi par le Gouvernement en tablant sur une inflation (IPCN) de 1,6%. Selon le Statec, l'inflation pour 2016 de 0,3% se situait à un niveau nettement inférieur aux projections initiales.

L'exécution du budget de l'exercice 2016 s'est donc faite dans un environnement macro-économique plus favorable que prévu.

1.1 Situation globale de l'exécution du budget 2016

1.1.1 Balance du compte général de l'Etat de l'exercice 2016

Suivant l'article 10, paragraphe (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, le compte général de l'Etat « porte sur l'ensemble des recettes et dépenses de l'Etat par article budgétaire, ainsi que sur les fonds spéciaux, et est présenté suivant la même subdivision que le budget ».

Le compte général de l'exercice 2016 se solde par un résultat négatif au budget des recettes et des dépenses et le budget pour ordre affiche un solde positif.

A. Recettes et dépenses courantes et en capital

	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital de l'année précédente	-1.133.276.020,56
I.	Recettes	13.417.546.307,55
II.	Dépenses	14.710.166.496,47
III.	Excédent de dépenses	1.292.620.188,92
IV.	Report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital	-2.425.896.209,48

B. Recettes et dépenses pour ordre

	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre de l'année précédente	-6.665.653,67
I.	Recettes pour ordre	6.532.827.271,20
II.	Dépenses pour ordre	6.513.779.291,29
III.	Excédent de recettes pour ordre	19.047.979,91
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	12.382.326,24

C. Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'Etat

	Report du solde des recettes et dépenses de l'année précédente	2.516.523.518,71
I.	Recettes	4.916.798.327,93
II.	Dépenses	4.619.093.155,89
III.	Excédent de recettes	297.705.172,04
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	2.814.228.690,75

L'exercice 2016 dégage un résultat négatif de 1.292.620.188,92 euros. En imputant ce résultat au solde cumulé des exercices clos antérieurs, le report du solde des recettes et dépenses courantes et en capital, repris au bilan financier de l'Etat à présenter par la Trésorerie de l'Etat, s'établit à -2.425.896.209,48 euros.

1.1.2 Situation globale de l'exécution du budget 2016

Par rapport au budget voté de l'exercice 2016, tel qu'il fut arrêté par la loi du 18 décembre 2015, les variations des recettes et des dépenses enregistrées au compte général de l'Etat de l'exercice 2016 peuvent être résumées comme suit :

Tableau 1 : Budget et compte 2016

	Budget voté 2016	Compte général 2016	Variation	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	12.976.352.372,00	13.228.405.016,08	252.052.644,08	1,94%
- en capital	90.214.500,00	189.141.291,47	98.926.791,47	109,66%
Total recettes (1)	13.066.566.872,00	13.417.546.307,55	350.979.435,55	2,69%
Dépenses				
- courantes	12.174.626.808,00	12.131.229.582,05	-43.397.225,95	-0,36%
- en capital	1.330.180.729,00	2.578.936.914,42	1.248.756.185,42	93,88%
Total dépenses (2)	13.504.807.537,00	14.710.166.496,47	1.205.358.959,47	8,93%
Excédent de dépenses (2) - (1)	438.240.665,00	1.292.620.188,92	854.379.523,92	

Source chiffres : budget de l'Etat 2016, compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Le tableau ci-dessus suscite les remarques suivantes :

1. Le compte général de l'exercice 2016 affiche un excédent de dépenses de 1.292,62 millions d'euros, alors que le budget voté a tablé sur un déficit de seulement 438,24 millions d'euros.

Cette différence de 854,38 millions d'euros s'explique essentiellement par l'augmentation significative des dépenses en capital qui passent de 1.330,18 millions d'euros à 2.578,94 millions d'euros. Il s'agit de dépenses supplémentaires relatives au remboursement intégral de trois prêts bancaires pour un montant total de 400 millions d'euros contractés en 2006 et venus à échéance en 2016, ainsi que d'une augmentation de 387,78 millions d'euros des dotations aux fonds de réserve.

2. Le déficit budgétaire effectif est donc sensiblement plus élevé que le montant renseigné dans le procès-verbal de la réunion du Conseil de gouvernement du 21 juin 2017 précisant que « les ministres réunis en conseil ont marqué leur accord avec le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016. L'exercice 2016 s'est clôturé avec un solde de -256,82 millions d'euros, ce qui représente une amélioration de 181,34 millions d'euros par rapport au budget voté. »

Pour expliquer cet écart, le projet de loi 7156 relève que :

« Le **compte général de l'exercice 2016 s'est clôturé avec un solde de -1.292,62 millions d'euros** alors que le budget voté renseignait un solde de -438,24 millions d'euros.

La différence de 854,46 millions d'euros entre le compte général et le budget voté s'explique par une série d'opérations exceptionnelles dont il y a lieu de faire abstraction pour apprécier à sa juste valeur l'exécution budgétaire au cours de l'exercice 2016, à savoir :

- le remboursement intégral de trois prêts bancaires, pour un montant total de 400 millions d'euros, contractés en 2006 et venus à échéance en 2016 ;
- des dotations supplémentaires au profit du Fonds du rail et du Fonds des routes, étant donné que le budget voté avait initialement prévu que ces deux fonds spéciaux se voient alloués respectivement 200 et 150 millions d'euros du produit d'un emprunt obligataire à émettre au cours de l'exercice 2016 (qui n'a toutefois pas été contracté) ;
- une augmentation des quotes-parts du Luxembourg dans le capital du Fonds monétaire international (FMI), à hauteur de 285 millions d'euros, au titre de la 14^e révision des quotes-parts du FMI.

Le tableau 2b ci-après présente dès lors l'exécution budgétaire en 2016 corrigée des opérations exceptionnelles précitées. Il en ressort que l'exercice 2016 s'est clôturé avec un solde de -256,82 millions d'euros, ce qui représente une amélioration de 181,34 millions d'euros par rapport au budget voté.

L'exécution budgétaire plus positive que prévue résulte pour l'essentiel de recettes plus importantes, et ce grâce à l'environnement macroéconomique favorable, et une rigueur continue au niveau des dépenses déclenchée par une revue générale des dépenses et soutenue par la mise en œuvre de 258 mesures (« Zukunftspak »).

Tableau 2b : Comparaison du Budget voté 2016 par rapport à l'exécution budgétaire hors opérations exceptionnelles

	Budget voté 2016	Compte général 2016 (hors opérations exceptionnelles)	Ecart en millions d'euros	Ecart en %
Budget courant				
Recettes	12.976,35	13.228,41	252,05	1,94%
Dépenses	12.174,63	12.131,23	-43,40	-0,36%
Solde	801,73	1.097,18	295,45	
Budget en capital				
Recettes	90,21	189,14	98,93	109,66%
Dépenses	1.330,18	1.543,14	212,96	16,01%
Solde	-1.239,97	-1.354,00	-114,03	
Budget total				
Recettes	13.066,57	13.417,55	350,90	2,69%
Dépenses	13.504,81	13.674,37	169,56	1,26%
Solde	-438,24	-256,82	181,34	

Note : Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros. »

3. La loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016 a autorisé l'émission d'emprunts d'un montant global de 1.500 millions d'euros, dont 400 millions d'euros servent au refinancement des emprunts venus à échéance, 150 millions d'euros sont destinés au Fonds des routes et 200 millions d'euros sont affectés au Fonds du rail. Or, au courant de l'exercice 2016, aucun nouvel emprunt n'a été émis, mais un nouvel emprunt obligataire à hauteur de 2 milliards d'euros a été émis en février 2017.

Toutefois, il importe de souligner qu'au cours de l'exercice 2016 les montants en question ont été affectés aux trois fonds spéciaux par le biais de dépassements de crédit.

En faisant abstraction du report de l'émission de l'emprunt, il reste toujours un excédent de dépenses de 104,38 millions d'euros entre le compte général de l'exercice 2016 et le budget voté de l'exercice 2016, qui s'explique par une hausse plus importante des dépenses (+455,36 millions d'euros) que des recettes (+350,98 millions d'euros).

Il s'agit notamment des dépenses supplémentaires réalisées par le Ministère des Finances (Section 34.0 - Dépenses générales) dues à l'acquisition d'immeubles dans le pays pour 82,55 millions d'euros (article 34.0.71.040, budget : 3.000.000 euros, compte 38.525.978,37 euros et article 34.0.71.050, budget : 13.000.000 euros, compte 50.021.569,03 euros), aux participations dans le capital social de sociétés, de fonds d'investissements, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes (article 34.0.81.035, budget : 100 euros, compte 65.488.283,97 euros) et à l'augmentation des quotes-parts du Luxembourg à hauteur de 285 millions d'euros dans le capital du Fonds monétaire international (FMI), (article 34.0.84.036, budget : 5.187.000 euros, compte 291.029.806,57 euros). En effet, le Conseil des gouverneurs du FMI avait achevé la quatorzième révision générale des quotes-parts, laquelle impliquait un ensemble de vastes réformes des quotes-parts. Ces réformes sont entrées en vigueur en date du 26 janvier 2016 et la contribution du Luxembourg était connue lors de l'établissement du projet de budget de l'Etat de l'exercice 2016.

Les recettes supplémentaires proviennent de la vente de participations de l'Etat (article : 95.1.86.030, budget : 1.000 euros, compte : 90.280.326,75 euros), de l'augmentation de la part des communes dans les pensions et rentes sociales (article : 64.1.42.002, budget : 1.000.000 euros, compte : 80.746.954,90 euros) et de l'augmentation des impôts indirects et des prélèvements (article : 64.5.36.010, budget : 945.139.020 euros, compte : 1.014.504.192,07 euros, article : 64.6.36.000, budget : 2.776.100.849 euros, compte : 2.852.926.556,27 euros et article : 64.6.36.050, budget : 188.300.000 euros, compte : 259.089.156,36 euros).

4. Les dépenses courantes effectives sont ainsi inférieures de 43,4 millions d'euros par rapport aux prévisions du budget voté. Cette moins-value résulte d'une tranche indiciaire prévue qui ne s'est pas matérialisée en raison de la faible inflation en 2015 (0,5%) et 2016 (0,3%).

Le tableau ci-après reproduit sur la période de 2010 à 2016 la variation des dépenses courantes en comparant le budget voté au compte général.

Tableau 2 : Variation des dépenses courantes

Exercice	Budget voté	Compte général	Variation	
			en valeur	en %
2016	12.174.626.808,00	12.131.229.582,05	-43.397.225,95	-0,36%
2015	11.824.099.971,00	11.753.069.004,81	-71.030.966,19	-0,60%
2014	11.259.354.020,00	11.296.263.747,24	36.909.727,24	0,33%
2013	10.789.166.639,00	10.961.102.846,02	171.936.207,02	1,59%
2012	10.175.259.796,00	10.253.334.496,99	78.074.700,99	0,77%
2011	9.402.446.168,00	9.493.128.688,93	90.682.520,93	0,96%
2010	8.850.914.097,00	8.993.280.313,94	142.366.216,94	1,61%

Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Le tableau ci-après reproduit le détail des variations des recettes en comparant le budget 2016 au compte 2016 suivant la classification comptable.

Tableau 3 : Recettes budget 2016 et compte 2016

Code	Classes de comptes	Budget 2016	Compte 2016	Différence montant	Différence
10	Recettes non ventilées	6.418.450,00	49.781.499,29	43.363.049,29	675,60%
11	Remboursements de dépenses de personnel	37.189.300,00	40.312.477,07	3.123.177,07	8,40%
12	Remboursements de dépenses d'exploitation et de fonctionnement	1.743.800,00	1.259.654,00	-484.146,00	-27,76%
14	Remboursements de dépenses de réparation et d'entretien des routes et d'ouvrages hydrauliques n'augmentant pas la valeur	2.400.000,00	2.308.525,24	-91.474,76	-3,81%
16	Vente de biens non durables et de services	120.815.300,00	137.526.754,40	16.711.454,40	13,83%
17	Vente de biens militaires durables	200,00	150,00	-50,00	-25,00%
26	Intérêts de créances	3.030.000,00	1.596.237,45	-1.433.762,55	-47,32%
27	Bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques	200,00	0,00	-200,00	-100,00%
28	Autres produits du patrimoine	193.488.286,00	214.879.813,66	21.391.527,66	11,06%
29	Intérêts imputés en crédit	500.000,00	290.195,70	-209.804,30	-41,96%
36	Impôts indirects et prélèvements	5.340.592.869,00	5.465.065.426,82	124.472.557,82	2,33%
37	Impôts directs	7.221.230.595,00	7.155.422.106,12	-65.808.488,88	-0,91%
38	Autres transferts de revenus	41.090.472,00	53.805.805,54	12.715.333,54	30,94%
39	Transfert de revenus à l'étranger	6.874.800,00	6.998.671,95	123.871,95	1,80%
42	Part des communes dans les pensions et rentes sociales	1.050.600,00	99.229.698,84	98.179.098,84	9345,05%
53	Remboursements de transferts de capitaux aux ménages	7.070.100,00	7.195.206,79	125.106,79	1,77%
56	Impôts en capital	70.000.100,00	87.035.172,99	17.035.072,99	24,34%
57	Autres transferts de capitaux des entreprises	70.000,00	99.256,52	29.256,52	41,80%
58	Autres transferts de capitaux des administrations privées et des ménages	500.200,00	1.351.305,67	851.105,67	170,15%
59	Transferts en capital à l'étranger	100,00	0,00	-100,00	-100,00%
63	Remboursements de transferts de capitaux aux administrations publiques locales	100,00	0,00	-100,00	-100,00%
76	Vente de terrains et bâtiments	12.000.000,00	2.296.907,23	-9.703.092,77	-80,86%
77	Vente d'autres biens d'investissement et de biens incorporels	500.000,00	811.115,52	311.115,52	62,22%
84	Remboursements de crédits octroyés à l'étranger	100,00	0,00	-100,00	-100,00%
86	Remboursements de crédits par et liquidations de participations dans les entreprises et institutions financières	1.000,00	90.280.326,75	90.279.326,75	-
96	Produits des emprunts publics consolidés	300,00	0,00	-300,00	-100,00%
		13.066.566.872,00	13.417.546.307,55	350.979.435,55	2,69%

Source chiffres : budget de l'Etat 2016, compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Le tableau quatre prend en considération les différences entre les dépenses du budget 2016 et le compte 2016 (toujours selon la classification comptable).

Tableau 4 : Dépenses budget 2016 et compte 2016

Code	Classes de comptes	Budget 2016	Compte 2016	Différence montant	Différence
10	Dépenses non ventilées	52.289.818,00	51.945.811,96	-344.006,04	-0,66%
11	Salaires et charges sociales	2.463.710.925,00	2.378.925.122,17	-84.785.802,83	-3,44%
12	Achat de biens non durables et de services	411.083.647,00	389.553.525,48	-21.530.121,52	-5,24%
14	Réparation et entretien d'ouvrages de génie civil n'augmentant pas la valeur	22.721.200,00	23.169.986,07	448.786,07	1,98%
21	Intérêts de la dette publique	209.700.000,00	209.700.000,00	0,00	0,00%
23	Intérêts imputés en débit	375.100,00	2.406.513,39	2.031.413,39	541,57%
24	Location de terres et paiements courants pour l'utilisation d'actifs incorporels	801.998,00	745.197,80	-56.800,20	-7,08%
31	Subventions d'exploitation	522.936.113,00	533.254.016,14	10.317.903,14	1,97%
32	Transferts de revenus autres que des subventions d'exploitation aux entreprises	256.015.868,00	267.081.012,08	11.065.144,08	4,32%
33	Transferts de revenus aux administrations privées	484.512.359,00	483.284.501,36	-1.227.857,64	-0,25%
34	Transferts de revenus aux ménages	523.071.858,00	511.510.941,26	-11.560.916,74	-2,21%
35	Transferts de revenus à l'étranger	168.512.984,00	161.181.579,52	-7.331.404,48	-4,35%
37	Impôts directs non ventilés	1.250.000,00	1.518.315,00	268.315,00	21,47%
41	Transferts de revenus à l'administration centrale	659.426.279,00	706.798.858,06	47.372.579,06	7,18%
42	Transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale	4.069.747.194,00	4.141.435.624,07	71.688.430,07	1,76%
43	Transferts de revenus aux administrations publiques locales	184.236.667,00	181.601.486,21	-2.635.180,79	-1,43%
44	Transferts de revenus à l'enseignement privé	87.394.922,00	91.039.881,25	3.644.959,25	4,17%
51	Transferts de capitaux aux entreprises	62.239.756,00	57.218.791,75	-5.020.964,25	-8,07%
52	Transferts de capitaux aux administrations privées	8.272.933,00	4.088.889,93	-4.184.043,07	-50,58%
53	Transferts de capitaux aux ménages	36.500.500,00	45.680.312,01	9.179.812,01	25,15%
54	Transferts de capitaux à l'étranger	14.583.603,00	14.939.272,30	355.669,30	2,44%
61	Transferts en capital à l'administration centrale	102.790.846,00	102.790.746,00	-100,00	0,00%
63	Transferts de capitaux aux administrations publiques locales	102.653.318,00	82.686.604,92	-19.966.713,08	-19,45%
71	Achat de terrains et bâtiments dans le pays	18.840.000,00	111.996.857,70	93.156.857,70	494,46%
72	Construction de bâtiments	13.653.100,00	15.299.767,12	1.646.667,12	12,06%
73	Réalisation d'ouvrages de génie civil	71.223.800,00	45.335.066,87	-25.888.733,13	-36,35%
74	Acquisition de biens meubles durables et de biens incorporels	62.710.573,00	60.124.003,57	-2.586.569,43	-4,12%
81	Octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières	1.000.600,00	68.674.454,97	67.673.854,97	6763,33%
84	Octrois de crédits et participations à l'étranger	25.940.000,00	311.782.806,57	285.842.806,57	1101,94%
91	Remboursement de la dette publique	200,00	400.000.000,00	399.999.800,00	-
93	Dotations de fonds de réserve	2.866.611.376,00	3.254.396.550,94	387.785.174,94	13,53%
		13.504.807.537,00	14.710.166.496,47	1.205.358.959,47	8,93%

Source chiffres : budget de l'Etat 2016, compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

1.2 Recettes du budget 2016

Le compte général pour l'exercice 2016 comprend des recettes courantes de 13.228.405.016,08 euros et des recettes en capital de 189.141.291,47 euros, soit un total de 13.417.546.307,55 euros. Les recettes totales effectives dépassent les prévisions du budget voté de 350.979.435,55 euros, soit un écart de 2,69%. Au niveau des recettes en capital la plus-value se chiffre à 98.926.791,47 euros (109,66%) et concernant les recettes courantes la plus-value se chiffre à 252.052.644,08 euros (1,94%).

La Cour illustre l'évolution des différentes catégories de recettes directes et indirectes par les tableaux et graphiques suivants. Pour ce qui est de l'analyse de l'évolution des recettes directes et indirectes, la Cour renvoie à ses avis portant sur les projets de budget de l'Etat.

Tableau 5 : Evolution des principaux impôts directs

(en mio d'euros)	Impôt sur le revenu des collectivités	Impôt retenu sur les traitements et salaires	Impôt fixé par voie d'assiette	Impôt sur les revenus de capitaux	Impôt concernant les contribuables non résidents
2006	1.272,97	1.654,15	368,08	348,95	0,63
2007	1.381,68	1.862,06	396,09	243,10	1,17
2008	1.367,83	2.124,17	400,08	250,32	1,01
2009	1.416,79	1.995,70	478,80	260,65	0,96
2010	1.459,51	2.114,51	526,56	287,76	1,04
2011	1.573,84	2.314,20	577,38	303,92	1,24
2012	1.536,87	2.470,46	627,81	301,30	1,25
2013	1.496,50	2.772,33	655,86	232,78	1,27
2014	1.475,50	3.012,57	663,52	255,85	1,27
2015	1.625,63	3.190,09	712,62	298,65	1,04
2016	1.580,62	3.315,70	760,42	367,72	1,14

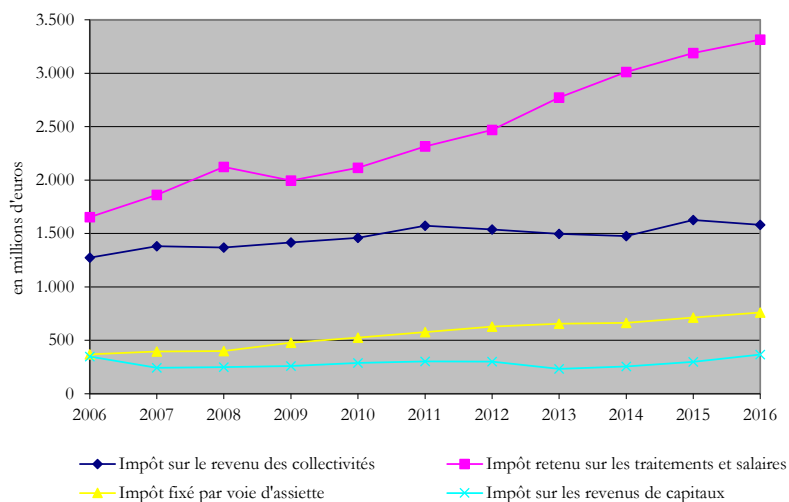
Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Tableau 6 : Variation des principaux impôts directs par rapport à l'exercice précédent

(en mio d'euros)	2015	2016	Variation 2016 / 2015	
			en mio d'euros	en %
Impôt sur le revenu des collectivités	1.625,63	1.580,62	-45,01	-2,8%
Impôt retenu sur les traitements et salaires	3.190,09	3.315,70	125,62	3,9%
Impôt fixé par voie d'assiette	712,62	760,42	47,80	6,7%
Impôt sur les revenus de capitaux	298,65	367,72	69,06	23,1%
Impôt concernant les contribuables non résidents	1,04	1,14	0,11	10,5%

Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Graphique 7 : Evolution des principaux impôts directs



Graphique : Cour des comptes

Concernant l'évolution des différents impôts directs entre 2015 et 2016, il est à remarquer que les impôts sur le revenu des collectivités (-45,01 millions d'euros) ont connu une baisse.

Par contre les impôts retenus sur les traitements et salaires (+125,62 millions d'euros), les impôts sur les revenus de capitaux (+69,06 millions d'euros) ainsi que les impôts fixés par voie d'assiette (+47,80 millions d'euros) sont en augmentation. La hausse de ces impôts s'explique par des conditions macroéconomiques plus favorables allant de pair avec une évolution de la masse salariale plus importante qu'initialement prévue.

Tableau 8 : Evolution des principaux impôts indirects

(en mio d'euros)	Recettes nettes de TVA	Recettes communes de l'UEBL	Taxe d'abonnement	Droits d'enregistrement
2006	1.444,02	932,63	617,65	203,00
2007	1.666,12	992,06	720,83	267,31
2008	1.945,25	990,69	615,64	223,08
2009	1.886,29	953,76	478,69	106,59
2010	2.025,72	974,53	595,15	114,88
2011	2.233,36	977,93	617,93	134,57
2012	2.499,36	990,78	612,37	145,01
2013	2.815,51	918,81	691,47	155,71
2014	3.023,20	1.066,59	770,45	207,95
2015	2.805,47	922,03	918,71	219,72
2016	2.852,93	1.014,50	903,50	259,09

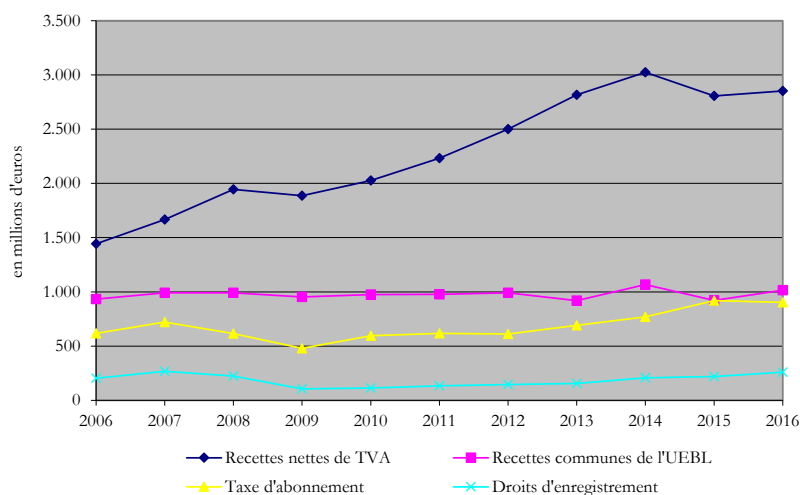
Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Tableau 9 : Variation des principaux impôts indirects par rapport à l'exercice précédent

(en mio d'euros)	2015	2016	Variation 2016 / 2015	
			en mio d'euros	en %
Recettes nettes de TVA	2.805,47	2.852,93	47,46	1,7%
Recettes communes de l'UEBL	922,03	1.014,50	92,48	10,0%
Taxe d'abonnement	918,71	903,50	-15,21	-1,7%
Droits d'enregistrement	219,72	259,09	39,36	17,9%

Source chiffres : comptes généraux (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Graphique 10 : Evolution des principaux impôts indirects



Graphique : Cour des comptes

Du tableau comparatif ci-dessus, il ressort que les recettes nettes de TVA ont connu une hausse (47,46 millions d'euros entre 2015 et 2016). Ceci s'explique notamment par l'augmentation de certains taux de TVA décidée par le Gouvernement à partir de janvier 2015 et par une évolution plus dynamique de l'économie luxembourgeoise ainsi que du contexte conjoncturel international très positif.

La plus-value au titre des recettes communes de l'UEBL (+92,48 millions d'euros) résulte d'un décompte positif en faveur du Luxembourg en 2015 qui a été encaissé en 2016.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement (+17,9%), il y a lieu de relever une hausse qui s'explique par le dynamisme des transactions sur le marché immobilier.

Par contre, la taxe d'abonnement (-15,2 millions d'euros, -1,7%) a légèrement diminué par rapport à 2015. Ceci s'explique par une performance moins favorable des marchés boursiers au cours de l'année 2016.

1.3 Dépenses du budget 2016

Le compte général pour l'exercice 2016 porte sur des dépenses courantes de 12.131.229.582,05 euros et des dépenses en capital de 2.578.936.914,42 euros, soit des dépenses totales de 14.710.166.496,47 euros. Les dépenses totales effectives dépassent les prévisions du budget définitif de 8,93%. Cet écart correspond à 1.205.358.959,47 euros. Tel qu'il ressort du tableau quatre, ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative :

- au remboursement de la dette publique (+399.999.800,00 euros) ;
- aux dotations de fonds de réserve (+387.785.174,94 euros) ;
- aux octrois de crédits et participations à l'étranger (+285.842.806,57 euros) ;
- aux achats de terrains et bâtiments dans le pays (+93.156.857,70 euros) ;
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+71.688.430,07 euros) ;
- aux octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières (+67.673.854,97 euros).

Au niveau des dépenses en capital, la hausse se chiffre à 1.248.756.185,42 euros. Concernant les dépenses courantes, le montant final se situe légèrement en-dessous des prévisions, et ce avec -43.397.225,95 euros.

Le détail par ministère des deux catégories de dépenses, telles que liquidées et ordonnancées au titre de l'exercice 2016, est le suivant :

Tableau 11 : Dépenses courantes et en capital liquidées en 2016

Ministère	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Total des dépenses effectuées
Ministère d'Etat	197.319.323,93	23.496.171,72	220.815.495,65
Ministère des Affaires étrangères et européennes	457.497.933,62	44.669.180,01	502.167.113,63
Ministère de la Culture	109.458.160,28	8.303.830,90	117.761.991,18
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	426.591.507,60	732.267,46	427.323.775,06
Ministère des Finances	512.152.865,78	888.330.782,32	1.400.483.648,10
Ministère de l'Economie	97.075.931,55	129.987.719,07	227.063.650,62

Ministère	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Total des dépenses effectuées
Ministère de la Sécurité intérieure	198.681.679,87	6.285.201,01	204.966.880,88
Ministère de la Justice	149.939.401,28	946.546,86	150.885.948,14
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	880.832.932,93	1.757.583,35	882.590.516,28
Ministère de l'Intérieur	668.853.237,38	33.860.845,49	702.714.082,87
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	1.938.545.038,51	78.455.725,44	2.017.000.763,95
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	1.538.284.517,43	47.180.760,70	1.585.465.278,13
Ministère des Sports	18.957.864,44	27.182.655,38	46.140.519,82
Ministère de la Santé	128.696.669,38	36.134.392,48	164.831.061,86
Ministère du Logement	70.480.745,00	105.596.125,14	176.076.870,14
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	624.955.499,35	192.973,13	625.148.472,48
Ministère de la Sécurité sociale	2.961.150.147,49	208.109,04	2.961.358.256,53
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	57.199.343,93	76.870.066,91	134.069.410,84
Ministère du Développement durable et des Infrastructures	1.081.370.604,00	1.068.745.978,01	2.150.116.582,01
Ministère de l'Égalité des Chances	13.186.178,30	0,00	13.186.178,30
Total des dépenses budgétaires	12.131.229.582,05	2.578.936.914,42	14.710.166.496,47

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

1.4 Budget pour ordre

Le budget pour ordre tient compte, d'une part, des recettes encaissées par l'Etat pour le compte de tiers et, d'autre part, au niveau des dépenses, des montants alloués aux tiers destinataires. En d'autres termes, le budget pour ordre concerne des fonds qui ne font que transiter par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit donc d'opérations financières qui devraient être budgétairement neutres pour l'Etat.

En raison de l'article 78(3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les dépenses pour ordre ne peuvent en principe pas dépasser le montant des recettes correspondantes à la fin de l'exercice.

En ce qui concerne le compte général de l'Etat de l'exercice 2016, il est à constater que le budget des recettes et des dépenses pour ordre est en déséquilibre et affiche un excédent de recettes de 12.382.326,24 euros. La différence entre les recettes et dépenses pour ordre trouve son origine dans un déséquilibre entre les recettes et dépenses des articles suivants :

Tableau 12 : Déséquilibre entre recettes et dépenses pour ordre

Article budgétaire	Recettes pour ordre	Dépenses pour ordre	Différence	Solde cumulé 1988-2016
6	335.378,32	267.981,22	67.397,10	-862.595,26
7	53.721.664,38	41.508.325,66	12.213.338,72	-8.224.163,39
18	862.961,63	1.536.469,51	-673.507,88	5.732.508,36
19	1.620.910,93	2.429.227,90	-808.316,97	476.109,85
30	239.897,57	233.384,29	6.513,28	148.178,91
33	61.674,12	61.674,12	0,00	-61.674,12
34	10.488,71	10.488,72	-0,01	-10.488,73
35	15.008.478,77	14.322.874,43	685.604,34	-3.305.392,40
37	19.578.593,09	18.059.322,67	1.519.270,42	-543.030,19
38	20.823.177,75	20.575.806,25	247.371,50	671.421,92
43	0,00	0,00	0,00	-18.925,35
44	10.918.983,92	7.277.904,25	3.641.079,67	9.052.107,79
48	0,00	0,00	0,00	203.969,21
51	2.335.732,31	2.467.533,27	-131.800,96	-516.131,95
52	281.201,44	0,00	281.201,44	1.097.315,47
53	209.126,14	0,00	209.126,14	69.664,77
56	0,00	0,00	0,00	43.841,18

Article budgétaire	Recettes pour ordre	Dépenses pour ordre	Différence	Solde cumulé 1988-2016
57	0,00	0,00	0,00	139.756,57
58	0,00	0,00	0,00	5.588,85
61	811.245,32	1.338.882,22	-527.636,90	153.526,14
66	45.679,06	122.715,85	-77.036,79	-336.002,45
70	24.500,00	1.466,35	23.033,65	77.931,76
72	0,00	0,00	0,00	7.193,00
73	0,00	0,00	0,00	6.594,26
77	194.625,99	182.361,29	12.264,70	89.150,24
78	22.664,50	22.669,90	-5,40	-5,40
81	0,00	0,00	0,00	1.125.000,00
85	3.264.785,89	779.327,02	2.485.458,87	2.422.021,09
87	407.973,05	536.440,62	-128.467,57	-94.530,97
88	0,00	0,00	0,00	4.833.387,08
Total	130.779.742,89	111.734.855,54	19.044.887,35	12.382.326,24

Source chiffres : comptes généraux ; tableau : Cour des comptes

La Cour renvoie au rapport de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013 qui précise que :

« Dans ses rapports généraux précédents, la Cour des comptes avait déjà relevé que les reports des soldes en fin d'exercice ne sont pas tous opérés, alors que l'article 78(2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat prévoit la possibilité d'effectuer de tels reports. Conformément à l'article 78(2), si à la clôture définitive de l'exercice, les recettes excèdent les dépenses, le surplus peut être reporté à l'exercice suivant.

Malgré les observations du Ministère des Finances concernant les difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes, la Cour avait réitéré dans son rapport général portant sur le compte général 2010 sa constatation qu'à défaut de reports opérés à la clôture de l'exercice pour établir un équilibre entre recettes et dépenses pour ordre, la régularisation des soldes doit être effectuée au cours d'un exercice ultérieur. Cette procédure n'est pas prévue dans les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Alors que la Cour des comptes n'a plus réitéré sa recommandation dans ce sens, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite une nouvelle fois le Gouvernement à trouver une solution aux difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes ou à envisager, le cas échéant, une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. »

Par ailleurs, la Cour renvoie également aux rapports de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014 précisant que « La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire décide de réitérer ce rappel. » et sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015 indiquant que « La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire décide de réitérer son appel afin d'éviter qu'il tombe dans l'oubli. »

De plus, dans le cadre de ses recommandations publiées dans les deux rapports « la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite une nouvelle fois le Gouvernement à trouver une solution aux difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes, ou à envisager, le cas échéant, une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. »

Finalement, dans la réponse du 19 août 2016 au sujet des constatations et recommandations de la Cour des comptes relatives au compte général de 2015, le Ministre des Finances a répondu que « La Cour des comptes fait référence aux soldes cumulés 1988-2015 dans le budget pour ordre. Ce point, qui a été soulevé par le passé par la Cour des comptes et par la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire, pourra être résolu à l'occasion d'une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, en prévoyant dans ladite loi une procédure de régularisation des soldes du budget pour ordre, comme l'a suggéré la Cour des comptes. »

1.5 Mesures de restructuration budgétaire et exécution du « Paquet pour l'avenir »

1.5.1 Remarques préliminaires : les objectifs du Gouvernement

En 2014, le Gouvernement s'est fixé pour objectif de procéder au rétablissement de l'équilibre des comptes publics et au renversement de la tendance à l'accroissement de la dette publique. A ces fins, les mesures de restructuration budgétaire sur les recettes et les dépenses de l'administration publique pour les années à venir ont été mises en place, à savoir les 258 mesures du paquet pour l'avenir (« Zukunftspak »), l'augmentation de certains taux de la TVA, ainsi que la contribution pour l'avenir des enfants transformée par après en impôt d'équilibrage budgétaire temporaire.

1.5.2 Evaluation et suivi des 258 mesures du « Paquet pour l'avenir »

Dans le cadre du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014, la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire précise que « Dans la mesure où le compte général de 2015 portera également sur les effets des 258 mesures du paquet d'avenir déposé en même temps que le budget 2015, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire recommande que la présentation du compte général 2015 tienne compte également du document parlement parlementaire 6722. »

De même, dans le cadre du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015, « la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire demande au Gouvernement une évaluation précise des 258 mesures du paquet pour l'avenir non seulement au moment du projet de budget, mais également lors du dépôt des comptes généraux de l'Etat. »

En ce qui concerne le compte général de l'exercice 2016, aucune information concernant l'impact financier des mesures de restructuration budgétaire n'a été publiée dans le présent projet de loi. Fait également défaut un document supplémentaire concernant l'état d'avancement ou bien l'état d'implémentation de chacune des 258 mesures retenues dans le cadre du paquet d'avenir et reprenant une comparaison entre les effets escomptés et les effets réels.

Partant, la Cour est dans l'impossibilité d'opérer un suivi approfondi des différentes mesures proposées par le Gouvernement.

1.6 Fonds spéciaux

Dans le présent chapitre, la Cour passe en revue la situation financière des fonds spéciaux telle qu'elle se présente pour l'exercice 2016. Cette analyse se base sur l'annexe au compte général renseignant sur l'évolution des recettes et des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat au cours de l'année visée.

Tout d'abord la Cour tient à signaler que pour le Fonds social culturel aucun détail n'a été fourni et qu'une ventilation détaillée des dépenses par projet fait notamment défaut, en ce qui concerne :

- le Fonds pour les monuments historiques,
- le Fonds d'équipement sportif national,
- le Fonds pour la protection de l'environnement,
- le Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture,
- le Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de la Famille,
- le Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

La Cour renvoie aux recommandations publiées dans le rapport de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015 précisant qu'« à l'instar des années précédentes, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite le Gouvernement à améliorer sa présentation des dépenses des fonds spéciaux ».

Dans sa réponse du 19 août 2016 au sujet des constatations et recommandations de la Cour des comptes relatives au compte général de 2015, le Ministre des Finances a répondu qu'« il est de la responsabilité politique du ministre dont relève le fonds spécial de produire les informations détaillées qui sont reprises dans la documentation budgétaire. Les différences, qui existent au niveau des fonds spéciaux en termes de degré d'informations fournies concernant leurs dépenses, s'expliquent par l'absence d'exigences légales régissant les informations à fournir dans le cadre de l'exécution des fonds spéciaux. »

A cet égard la Cour tient à rappeler son avis sur le projet de loi 6900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016 qui précisait que « *Selon les instructions techniques de la circulaire budgétaire 2016, les propositions des dépenses de tous les fonds spéciaux doivent être étayées d'un programme pluriannuel reprenant tous les projets commencés et en cours d'exécution pendant la période*

quinquennale. Par ailleurs ces prévisions reprennent pour chaque projet le coût global prévu (en cas d'autorisation légale, indication du coût prévu par la loi, y compris, le cas échéant, les frais d'équipements) et le coût global revu, ainsi qu'un plan de liquidation reprenant en détail les années 2015 à 2019 et les liquidations effectuées à charge des exercices antérieurs (avant 2015) et les liquidations prévues à charge des exercices postérieurs (après 2019).

De plus la circulaire budgétaire de 2016 précise que « les données reproduites aux annexes du projet de budget concernant les opérations sur fonds spéciaux devront comprendre toutes les précisions souhaitables afin de permettre à la Chambre des Députés de se prononcer, en pleine connaissance de cause, sur la politique gouvernementale en la matière. A cet effet les départements ministériels concernés voudront joindre à leurs demandes de crédits destinés à l'alimentation des fonds spéciaux les détails justificatifs qui sont spécifiés ci-après et qui sont à présenter séparément pour chacun des fonds spéciaux. ». »

1.6.1 Situation financière des fonds spéciaux de l'Etat

Le tableau ci-après renseigne sur les recettes et les dépenses effectives des fonds spéciaux de l'Etat au cours de l'exercice 2016. Il en ressort que globalement les recettes dépassent les dépenses de quelque 253 millions d'euros.

Tableau 13 : Evolution des avoirs des fonds spéciaux

Désignation du Fonds	Avoirs au 01.01.2016	Alimentation budgétaire	Recettes	Dépenses	Avoirs au 31.12.2016
Fonds de la coopération au développement	113.181	191.910.945	192.792.428	190.168.833	2.736.777
Fonds d'équipement militaire	104.572.225	40.000.000	40.000.000	63.908.942	80.663.283
Fonds pour les monuments historiques	32.848.999	6.800.000	6.800.000	10.399.947	29.249.052
Fonds de crise	21.715.473	0	0	0	21.715.473
Fonds de la dette publique	67.762.441	630.453.000	630.453.000	635.715.008	62.500.433
Fonds de pension	4.256.260	559.478.000	753.007.652	756.783.399	480.513
Fonds communal de dotation financière	0	541.935.891	908.113.073	908.113.073	0
Fonds de la pêche	183.216	122.932	122.932	136.742	169.406
Fonds pour la gestion de l'eau	33.073.722	97.046.000	110.876.034	84.868.446	59.081.309
Fonds des eaux frontalières	721.886	55.166	55.166	150.640	626.412
Fonds d'équipement sportif national	52.285.036	27.009.200	27.009.200	14.182.223	65.112.013
Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de la Famille	101.949.065	45.000.000	45.192.966	18.573.395	128.568.636

Désignation du Fonds	Avoirs au 01.01.2016	Alimentation budgétaire	Recettes	Dépenses	Avoirs au 31.12.2016
Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	61.525.341	73.000.000	74.234.654	93.944.640	41.815.354
Fonds d'assainissement en matière de surendettement	376.263	100	25.001	55.430	345.834
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	61.789.940	20.000.000	20.000.000	9.859.069	71.930.871
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières	101.136.798	35.000.000	35.000.000	26.599.316	109.537.482
Fonds pour la protection de l'environnement	17.340.859	22.000.000	22.274.887	24.463.328	15.152.418
Fonds climat et énergie	550.179.462	0	82.686.983	13.908.398	618.958.048
Fonds pour l'emploi	94.127.137	536.171.442	711.859.549	688.762.630	117.224.057
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	51.532.652	76.000.000	90.483.388	51.958.305	90.057.735
Fonds d'investissements publics administratifs	21.898.764	58.500.000	65.932.165	59.600.961	28.229.967
Fonds d'investissements publics scolaires	24.821.348	60.000.000	60.000.000	84.754.199	67.149
Fonds des routes	5.871.911	200.000.000	200.721.024	177.248.608	29.344.327
Fonds du rail	23.383.465	429.935.838	558.444.629	508.248.260	73.579.834
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	33.851.065	2.000.000	2.000.000	0	35.851.065
Fonds pour la loi de garantie	31.234.218	50.000.000	59.447.964	63.967.873	26.714.309
Fonds pour la promotion touristique	6.479.495	6.000.000	6.000.000	8.132.662	4.346.833
Fonds pour la réforme communale	3.797.399	14.000.000	14.000.000	11.306.307	6.491.092
Fonds social culturel	1.905	2.325.900	2.325.900	2.325.497	2.308
Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat	1.272.051	60.000.000	60.001.175	57.661.794	3.611.433
Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé	33.923.042	45.000.000	45.000.000	42.963.306	35.959.736
Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier	863.980	404.000	404.000	285.803	982.176
Fonds spécial pour la réforme des services de secours	25.022.000	36.875.000	36.875.000	0	61.897.000
Total	1.569.910.597	3.867.023.414	4.862.138.770	4.609.047.033	1.823.002.335
Différence entre recettes et dépenses :			253.091.737		

Source chiffres : compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Au niveau de l'évolution des avoirs des fonds spéciaux de l'Etat, une augmentation de 16,12% est à constater pour l'exercice 2016, à savoir :

- avoirs des fonds spéciaux en début d'exercice 2016 : 1.569.910.597 €
- avoirs des fonds spéciaux en fin d'exercice 2016 : 1.823.002.335 €
- augmentation des avoirs des fonds spéciaux : 253.091.737 €

A relever que les projections des recettes et des dépenses du projet de budget 2016 ont tablé sur une diminution de 14,89% des avoirs des fonds.

Cette situation s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux (+61,76 millions d'euros) ont été plus importantes que prévues et que l'évolution des dépenses (-393,33 millions d'euros) a été moins prononcée que prévue en 2016.

Dans ce contexte, la Cour tient à rappeler que la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2016 a autorisé l'émission d'emprunts d'un montant global de 1.500 millions d'euros, dont 150 millions d'euros sont destinés au Fonds des routes et 200 millions d'euros sont affectés au Fonds du rail. Or, au courant de l'exercice 2016, aucun nouvel emprunt n'a été émis. L'émission d'un nouvel emprunt obligataire à hauteur de 2 milliards d'euros s'est faite en février 2017.

A préciser toutefois qu'au cours de l'exercice 2016, des avances de Trésorerie de 350 millions d'euros ont été créditées à raison de 150 millions d'euros sur le Fonds des routes et de 200 millions d'euros sur le Fonds du rail. Ces avances de Trésorerie ont été régularisées par des dépassements de crédit.

Déduction faite de ces avances de Trésorerie, les avoirs des fonds spéciaux seraient en diminution de l'ordre de 6,17% pour atteindre quelque 1.473 millions d'euros fin 2016.

1.6.2 Evolution des recettes des fonds spéciaux de l'Etat

En examinant le projet de budget de 2016 et le compte général 2016, il y a lieu de constater que les recettes des fonds spéciaux pour l'exercice 2016 ont évolué de la manière suivante :

- recettes 2016 d'après le projet de budget 2016 : 4.800.382.643 €
- recettes 2016 d'après le compte général 2016 : 4.862.138.770 €

Les recettes des fonds spéciaux réalisées au cours de l'exercice 2016 sont donc supérieures de 1,29% par rapport aux estimations du projet de budget 2016.

Le tableau ci-après fournit une comparaison des recettes projetées et des recettes effectives des divers fonds spéciaux de l'Etat en 2016.

Tableau 14 : Evolution des recettes des fonds spéciaux

Désignation du Fonds	Recettes 2016 (projet de budget 2016)	Recettes 2016 (compte général 2016)	Variation : compte général 2016 - projet de budget 2016	
			en euros	en %
Fonds de la coopération au développement	193.910.945	192.792.428	-1.118.517	-0,58%
Fonds d'équipement militaire	40.000.000	40.000.000	0	0,00%
Fonds pour les monuments historiques	6.800.000	6.800.000	0	0,00%
Fonds de crise	100	0	-100	-100,00%
Fonds de la dette publique	630.453.100	630.453.000	-100	0,00%
Fonds de pension	831.059.000	753.007.652	-78.051.348	-9,39%
Fonds communal de dotation financière	930.460.000	908.113.073	-22.346.927	-2,40%
Fonds de la pêche	122.932	122.932	0	0,00%
Fonds pour la gestion de l'eau	108.500.000	110.876.034	2.376.034	2,19%
Fonds des eaux frontalières	55.166	55.166	0	0,00%
Fonds d'équipement sportif national	27.009.200	27.009.200	0	0,00%
Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de la Famille	45.000.000	45.192.966	192.966	0,43%
Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	73.000.000	74.234.654	1.234.654	1,69%
Fonds d'assainissement en matière de surendettement	15.100	25.001	9.901	65,57%
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	20.000.000	20.000.000	0	0,00%
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières	35.000.000	35.000.000	0	0,00%
Fonds pour la protection de l'environnement	22.000.000	22.274.887	274.887	1,25%
Fonds climat et énergie	82.725.200	82.686.983	-38.217	-0,05%
Fonds pour l'emploi	722.771.000	711.859.549	-10.911.451	-1,51%

Désignation du Fonds	Recettes 2016 (projet de budget 2016)	Recettes 2016 (compte général 2016)	Variation : compte général 2016 - projet de budget 2016	
			en euros	en %
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	66.830.000	90.483.388	23.653.388	35,39%
Fonds d'investissements publics administratifs	58.500.000	65.932.165	7.432.165	12,70%
Fonds d'investissements publics scolaires	60.000.000	60.000.000	0	0,00%
Fonds des routes	200.000.000	200.721.024	721.024	0,36%
Fonds du rail	429.766.000	558.444.629	128.678.629	29,94%
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	2.000.000	2.000.000	0	0,00%
Fonds pour la loi de garantie	50.000.000	59.447.964	9.447.964	18,90%
Fonds pour la promotion touristique	6.000.000	6.000.000	0	0,00%
Fonds pour la réforme communale	14.000.000	14.000.000	0	0,00%
Fonds social culturel	2.125.900	2.325.900	200.000	9,41%
Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat	60.000.000	60.001.175	1.175	0,00%
Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé	45.000.000	45.000.000	0	0,00%
Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier	404.000	404.000	0	0,00%
Fonds spécial pour la réforme des services de secours	36.875.000	36.875.000	0	0,00%
Total	4.800.382.643	4.862.138.770	61.756.127	1,29%

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

La différence entre les recettes des fonds spéciaux renseignées dans le projet de budget 2016 et le compte général 2016 se chiffre à 61,76 millions d'euros. Elle s'explique de la façon suivante :

- 1) prise en compte d'alimentations supplémentaires résultant des dépassements de crédit à hauteur de 122,91 millions d'euros des crédits non limitatifs d'alimentation des fonds spéciaux suivants :
 - Fonds du rail 90,00 millions €
 - Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture 20,00 millions €
 - Fonds de pension 12,71 millions €
 - Fonds social culturel 0,20 millions €
- 2) prise en compte de recettes propres moins élevées qu'initialement prévues au projet de budget 2016 pour les fonds spéciaux suivants :
 - Fonds de pension (diminution de la retenue pour pension) -78,05 millions €

- Fonds communal de dotation financière (diminution du produit des taxes)
-22,35 millions €
 - Fonds pour l'emploi (diminution du produit de l'impôt de solidarité)
-10,91 millions €
- 3) prise en compte de recettes propres plus élevées qu'initialement prévues au projet de budget 2016 pour les fonds spéciaux suivants :
- Fonds du rail (augmentation des redevances d'utilisation) 38,68 millions €
 - Fonds pour la loi de garantie (produit des loyers, recette non-budgétisée)
9,45 millions €
 - Fonds d'investissements publics administratifs (remboursement des factures préliquidées par l'Etat dans le cadre de la 4^e et la 5^e extension de la Cour de Justice de l'Union Européenne) 7,43 millions €
 - Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (augmentation des recettes FEOGA/FEADER) 3,65 millions €

1.6.3 Evolution des dépenses des fonds spéciaux de l'Etat

Pour ce qui est du projet de budget de 2016 et du compte général 2016, les dépenses des fonds spéciaux se présentent de la manière suivante :

- dépenses 2016 d'après le projet de budget 2016 : 5.002.373.900 €
- dépenses 2016 d'après le compte général 2016 : 4.609.047.033 €

La Cour constate donc que l'évolution des dépenses a été moins rapide que prévue, la variation des dépenses entre le projet de budget 2016 et le compte général 2016 étant de -7,86%.

Le tableau ci-après présente la comparaison des dépenses projetées avec les dépenses effectives des divers fonds spéciaux de l'Etat en 2016.

Tableau 15 : Evolution des dépenses des fonds spéciaux

Désignation du Fonds	Dépenses 2016 (projet de budget 2016)	Dépenses 2016 (compte général 2016)	Variation : compte général 2016 - projet de budget 2016	
			en euros	en %
Fonds de la coopération au développement	193.921.000	190.168.833	-3.752.167	-1,93%
Fonds d'équipement militaire	75.617.000	63.908.942	-11.708.058	-15,48%
Fonds pour les monuments historiques	18.269.000	10.399.947	-7.869.053	-43,07%

Désignation du Fonds	Dépenses 2016 (projet de budget 2016)	Dépenses 2016 (compte général 2016)	Variation : compte général 2016 - projet de budget 2016	
			en euros	en %
Fonds de crise	0	0	0	-
Fonds de la dette publique	618.638.000	635.715.008	17.077.008	2,76%
Fonds de pension	831.060.000	756.783.399	-74.276.601	-8,94%
Fonds communal de dotation financière	930.460.000	908.113.073	-22.346.927	-2,40%
Fonds de la pêche	164.000	136.742	-27.258	-16,62%
Fonds pour la gestion de l'eau	106.564.000	84.868.446	-21.695.554	-20,36%
Fonds des eaux frontalières	164.000	150.640	-13.360	-8,15%
Fonds d'équipement sportif national	35.269.000	14.182.223	-21.086.777	-59,79%
Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de la Famille	48.000.000	18.573.395	-29.426.605	-61,31%
Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	75.000.000	93.944.640	18.944.640	25,26%
Fonds d'assainissement en matière de surendettement	50.000	55.430	5.430	10,86%
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	24.084.000	9.859.069	-14.224.931	-59,06%
Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières	54.991.000	26.599.316	-28.391.684	-51,63%
Fonds pour la protection de l'environnement	24.998.000	24.463.328	-534.672	-2,14%
Fonds climat et énergie	86.800.000	13.908.398	-72.891.602	-83,98%
Fonds pour l'emploi	724.456.000	688.762.630	-35.693.370	-4,93%
Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture	95.000.000	51.958.305	-43.041.695	-45,31%
Fonds d'investissements publics administratifs	72.495.000	59.600.961	-12.894.039	-17,79%
Fonds d'investissements publics scolaires	79.171.000	84.754.199	5.583.199	7,05%
Fonds des routes	207.833.000	177.248.608	-30.584.392	-14,72%
Fonds du rail	429.642.000	508.248.260	78.606.260	18,30%
Fonds des raccordements ferroviaires internationaux	10.000.000	0	-10.000.000	-100,00%
Fonds pour la loi de garantie	69.400.000	63.967.873	-5.432.127	-7,83%
Fonds pour la promotion touristique	6.670.000	8.132.662	1.462.662	21,93%
Fonds pour la réforme communale	14.000.000	11.306.307	-2.693.693	-19,24%
Fonds social culturel	2.125.900	2.325.497	199.597	9,39%
Fonds pour l'entretien et pour la rénovation des propriétés immobilières de l'Etat	56.360.000	57.661.794	1.301.794	2,31%
Fonds pour la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation dans le secteur privé	48.875.000	42.963.306	-5.911.694	-12,10%
Fonds spécial d'indemnisation des dégâts causés par le gibier	400.000	285.803	-114.197	-28,55%
Fonds spécial pour la réforme des services de secours	61.897.000	0	-61.897.000	-
Total	5.002.373.900	4.609.047.033	-393.326.867	-7,86%

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Tout d'abord, la Cour tient à noter que les dépenses du Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales dépendant du

ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse étaient sous-estimées de 18,94 millions d'euros (25,26%). Il s'agit notamment des dépenses en relation avec les établissements d'enseignement privé (sous-estimation de 34.665.000 euros, 132,43%). Une analyse plus poussée s'avère impossible en l'absence d'une ventilation des dépenses par projet.

Par ailleurs, pour divers fonds spéciaux le niveau des dépenses budgétisées n'a pas été atteint. En effet, pour le Fonds climat et énergie la dépense budgétisée était surestimée de 72,89 millions d'euros (83,98%). En effet, aucune dépense n'a été faite en relation avec les mécanismes de compensation et les mécanismes de coopération (surestimation de 58.000.000 euros) et les mesures nationales ont été retardées (surestimation de 26.702.000 euros).

Pour le Fonds spécial pour le financement des infrastructures socio-familiales dépendant du Ministère de la Famille la dépense budgétisée était surestimée de 29,43 millions d'euros (61,31%) concernant plus particulièrement les infrastructures pour personnes handicapées (surestimation de 8.757.000 euros) et les infrastructures pour personnes âgées (surestimation de 21.811.000 euros). De plus, pour le Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture la dépense budgétisée était également surestimée de 43,04 millions d'euros (45,31%), ayant trait aux dépenses relatives à la loi agraire 2008 (surestimation de 26.120.000 euros) et à la loi agraire 2016 (surestimation de 16.921.000 euros). Cependant la Cour ne peut pas se prononcer sur ces surestimations étant donné qu'aucun détail par projet n'a été présenté dans les annexes du projet de loi.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que pour le Fonds des raccordements ferroviaires internationaux une dépense de 10,00 millions d'euros était prévue, mais aucun paiement n'a été effectué.

Concernant les fonds d'investissement affichant les dépenses budgétisées et les dépenses effectives par projet, la Cour a analysé les principaux dépassements. Pour ce qui est du Fonds du rail, la Cour tient à signaler que les dépenses étaient sous-estimées de 78,61 millions d'euros (18,30%). Le tableau ci-dessous illustre l'évolution prévue et réelle des projets dépassés.

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Mise à double voie de la ligne Hamm-Sandweiler	14.475.000	34.223.000	19.748.000
Plate-forme multimodale Bettembourg	47.043.000	84.980.000	37.937.000
Gare périphérique Howald	5.428.000	13.004.000	7.576.000
Entretien constructif – Gare Differdange	12.066.000	19.771.000	7.705.000
TOTAL	79.012.000	151.978.000	72.966.000

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Pour la majorité des fonds d'investissement, le niveau des dépenses n'a souvent pas été atteint. Certains projets n'ont donc pas été réalisés à la cadence prévue et les tableaux ci-dessous illustrent l'évolution prévue et réelle de ces projets.

Concernant le Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux, les dépenses étaient surestimées de 14,22 millions d'euros (59,06%).

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Assainissement du barrage de Rosport	3.375.000	158.000	-3.217.000
Assainissement du barrage d'Esch/Sûre (2 ^e phase)	3.585.000	235.000	-3.350.000
CHNP Ettelbruck, mise en conformité du bâtiment « Building »	2.500.000	63.000	-2.437.000
Domaine thermal Mondorf – mise à niveau de l'hôtel (partie Etat)	4.500.000	0	-4.500.000
TOTAL	13.960.000	456.000	-13.504.000

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Concernant le Fonds des routes, les dépenses étaient surestimées de 30,58 millions d'euros (14,72%).

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Liaison Micheville	35.747.000	18.731.000	-17.016.000
Route du Nord : Luxembourg - Mersch	15.000.000	5.722.000	-9.278.000
Chemin repris : redressement chaussée et réfection revêtements	20.000.000	12.628.000	-7.372.000
Plateforme multimodale Hoehenhof et voirie connexe	7.200.000	667.000	-6.533.000
Reconstruction OA 232 à Colmar-Berg	5.400.000	0	-5.400.000
TOTAL	83.347.000	37.748.000	-45.599.000

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

En ce qui concerne le Fonds pour la gestion de l'eau, les dépenses étaient surestimées de 21,70 millions d'euros (20,36%).

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Construction STEP Wasserbillig-Mertert-Grevenmacher-Stadtbredimus	10.000.000	6.678.000	-3.322.000
Agrandissement STEP SIACH	6.500.000	1.017.000	-5.483.000

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Agrandissement – modernisation SIDESt Übersyren	5.000.000	142.000	-4.858.000
Dépenses relatives à la prévention des crues, à la renaturation des cours d’eaux et à l’entretien des cours d’eaux	12.536.000	1.563.000	-10.973.000
TOTAL	34.036.000	9.400.000	-24.636.000

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Pour ce qui est du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières, les dépenses étaient surestimées de 28,39 millions d’euros (51,63%). Les principaux projets ayant accusé un retard dans leur mise en œuvre figurent dans le tableau ci-après.

Projets	Budget 2016	Compte 2016	Variation
Zithaklinik, nouveau projet – loi 2015	15.600.000	4.029.000	-11.571.000
CHL – centre mère-enfant	7.800.000	1.827.000	-5.973.000
CHNP (sans centres adolescents)	5.000.000	522.000	-4.478.000
Domaine thermal et de santé Mondorf (cures thermales)	8.000.000	0	-8.000.000
CHEM Südspidol	5.000.000	1.041.000	-3.959.000
TOTAL	41.400.000	7.419.000	-33.981.000

Source chiffres : projet de budget 2016, compte général 2016 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

1.7 L'exécution du budget des dépenses

1.7.1 Les transferts de crédits

En vertu de la règle de la spécialité budgétaire, les crédits prévus par la loi budgétaire doivent être affectés à une dépense déterminée. Chaque crédit est une autorisation de dépense pour un objet et un montant déterminés dont l'excédent inutilisé à la fin de l'exercice devrait tomber en économie.

L'article 18 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat déroge toutefois à ce principe en autorisant l'ordonnateur à effectuer des transferts de crédits à l'intérieur d'une même section. Il fixe de même les règles et les conditions à observer en cas de transferts d'excédents de crédit d'un article budgétaire à un autre.

Dans ce contexte, l'article 12 de la loi du 18 décembre 2015 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'exercice 2016 prévoit une dérogation à l'article 18 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, en autorisant les transferts de crédit d'une section du budget des dépenses courantes à la section correspondante au budget des dépenses en capital.

Pour l'exercice budgétaire 2016, le montant des majorations de crédit par voie de transfert s'élève à 8.402.091,15 euros. Le montant des sommes effectivement liquidées à la suite des opérations de transfert s'élève à 6.594.587,77 euros.

Toujours selon les dispositions de l'article 18, les membres du Gouvernement sont tenus de transmettre au ministre ayant le Budget dans ses attributions et au contrôleur financier copie des arrêtés de transfert indiquant la raison justificative de chaque transfert. De même, ces arrêtés sont à communiquer à la Chambre des députés.

La Cour tient à noter que l'article 12 de la loi budgétaire de 2016 prévoit une deuxième dérogation aux dispositions de l'article 18 (2), en autorisant que les transferts de crédits d'un article à l'autre dans la même section puissent être opérés au cours de l'année 2016 sans l'autorisation du ministre ayant le Budget dans ses attributions.

A ce sujet, la Cour a passé en revue les raisons justificatives invoquées à la base de 227 arrêtés de transfert. Dans 16 cas, les justifications des décisions de transfert n'ont pas été suffisamment motivées. Ces arrêtés de transfert se limitaient souvent à indiquer une insuffisance de crédit sans aucune autre justification supplémentaire. Dans bien des cas, les motivations à la base des décisions de transfert ont acquis un caractère standardisé.

Le tableau suivant fait une ventilation des arrêtés de transfert par ministère.

Tableau 16 : Les transferts de crédits - motivation insuffisante

Ministère	Nombre total des arrêtés de transfert	Motivation insuffisante
Ministère d'Etat	0	0
Ministère des Affaires étrangères et européennes	47	7
Ministère de la Culture	11	0
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	5	0
Ministère des Finances	0	0
Ministère de l'Economie	12	3
Ministère de la Sécurité intérieure	16	1
Ministère de la Justice	17	0
Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative	0	0
Ministère de l'Intérieur	2	0
Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	38	5
Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région	14	0
Ministère des Sports	11	0
Ministère de la Santé	1	0
Ministère du Logement	1	0
Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire	0	0
Ministère de la Sécurité sociale	0	0
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	31	0
Ministère du Développement durable et des Infrastructures	20	0
Ministère de l'Egalité des Chances	1	0
Total	227	16

Source chiffres : Cour des comptes, tableau : Cour des comptes

Par ailleurs, l'article 18 (3) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat précise que « les crédits non limitatifs, les restants d'exercices antérieurs et les crédits spécifiquement libellés comme tels ne sont pas susceptibles d'être transférés à d'autres articles ». La Cour a cependant constaté que pour quatre articles un transfert a été émis.

Tableau 17 : Transferts émis - non conformes à l'article 18 (3)

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert émis	Liquidé
	01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES			
	Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire			
01.7.12.012	Frais de route et de séjour et de voyages statutaires à l'étranger effectués dans le cadre de missions de coopération au développement et d'action humanitaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	520 000,00	-1 260,00	513 489,54
	08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative - Dépenses diverses			
08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	60 000,00	-500,00	45 495,82
	12 - MINISTERE DE LA FAMILLE, DE L'INTEGRATION ET A LA GRANDE REGION			
	Section 12.0 - Famille et Intégration			
12.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	39 000,00	-250,00	35 817,34
	20, 21 ET 22 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 22.3 - Administration de la gestion de l'eau			
22.3.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	37 000,00	-615,00	36 384,07

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

A relever que la circulaire du 15 octobre 2015 de la Direction du contrôle financier dispose que « les arrêtés relatifs aux transferts de crédits, effectués sur base des dispositions de l'article 18 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, doivent être signés par le membre du Gouvernement compétent, en d'autres termes, les transferts de crédits ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation de signature au profit d'un fonctionnaire ».

La Cour a dû constater que la totalité des arrêtés provenant du Ministère de la Santé ainsi que de la Direction de la Défense du Ministère des Affaires Etrangères a été signée par un fonctionnaire disposant d'une délégation de signature.

Pour illustrer la portée des opérations de transfert effectuées en 2016, la Cour présente en annexe quatre tableaux qui renseignent sur :

- les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables qui ont été majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros ;
- les crédits surestimés, c'est-à-dire les articles budgétaires qui ont fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros ;
- les crédits sous-estimés, c'est-à-dire les articles budgétaires qui ont été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros ;
- les crédits transférés pour une valeur dépassant au moins 90% du crédit voté.

La Cour a également analysé les opérations de transfert sur une période de cinq ans (comptes généraux 2012 à 2016). Il en ressort que, dans plusieurs cas, les crédits budgétaires ont été sur- ou sous-estimés de manière consécutive sur 5 exercices. Ces deux tableaux se trouvent également en annexe du présent rapport.

1.7.2 Les crédits non limitatifs

De manière générale, les crédits budgétaires ont un caractère limitatif et ne permettent le paiement de dépenses que jusqu'à concurrence du montant voté.

L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat précise toutefois que les articles budgétaires peuvent être dotés de la mention « crédit non limitatif » lorsqu'ils concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur.

Le montant total des autorisations de dépassement de crédits non limitatifs de l'exercice 2016 s'élève à 1.790.528.412,26 euros dont 396.465.666,60 euros pour le budget des dépenses courantes et 1.394.062.745,66 euros pour le budget des dépenses en capital. Le montant total des liquidations effectuées sur base de ces autorisations de dépassement de crédits non limitatifs s'élève à 1.728.005.726,25 euros dont 374.641.381,61 euros pour le budget des dépenses courantes et 1.353.364.344,64 euros pour le budget des dépenses en capital. Le montant des liquidations à charge du budget des dépenses courantes et regroupées dans la classification

administrative sous le code comptable 11 « salaires et charges sociales » s'élève à 68.085.864,01 euros. Pour l'ensemble des autres opérations du budget des dépenses courantes, le montant des liquidations s'élève à 306.555.517,61 euros.

Budget	Autorisation	Dépassements utilisés
♦ des dépenses courantes	396.465.666,60	374.641.381,61
♦ des dépenses en capital	1.394.062.745,66	1.353.364.344,64
Total	1.790.528.412,26	1.728.005.726,25

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Au niveau du budget des dépenses en capital, 97,8% du montant global des dépassements effectivement utilisés concernent 12 articles.

Tableau 18 : Crédits budgétaires des dépenses en capital dépassés de plus de 5 millions d'euros – exercice 2016

Article	Libellé	Crédit voté	Paielements effectifs	Dépassements utilisés
	30 - MINISTERE D'ETAT			
	Section 30.6 - Haut-Commissariat à la Protection Nationale			
30.6.74.301	Frais d'acquisition pour la gestion de crises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000,00	12.671.201,05	9.671.201,05
	34 - MINISTERE DES FINANCES			
	Section 34.0 - Dépenses générales			
34.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000,00	38.525.978,37	35.525.978,37
34.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000,00	50.021.569,03	37.021.569,03
34.0.81.035	Participation dans le capital social de sociétés, de fonds d'investissements, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100,00	65.488.283,97	65.488.183,97

Article	Libellé	Crédit voté	Paielements effectifs	Dépassements utilisés
34.0.84.036	Institutions financières internationales : augmentation et ajustement de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces ; versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par des institutions financières internationales (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.187.000,00	291.029.806,57	285.842.806,57
	Section 34.8 — Dette publique			
34.8.91.005	Alimentation du fonds de la dette publique : amortissements. (Crédit non limitatif)	100,00	400.000.000,00	399.999.900,00
	35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE			
	Section 35.0 - Economie			
35.0.71.010	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques : achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000,00	18.575.555,49	16.075.555,49
35.0.73.071	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques : aménagement de terrains et création d'ouvrages, dépenses et frais connexes, participation à ces dépenses, y compris les participations remboursables aux dépenses d'acquisition et d'aménagement de terrains effectuées par les syndicats intercommunaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000,00	20.000.000,00	5.000.000,00
	49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS			
	Section 49.0 - Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales			
49.0.93.000	Alimentation du fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture. (Crédit non limitatif)	56.000.000,00	76.000.000,00	20.000.000,00
	50, 51 ET 52 — MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 50.2 — Planification de la mobilité, Transports publics et ferroviaires			
50.2.93.000	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000,00	300.000.000,00	290.000.000,00
	Section 51.3 — Fonds d'investissements publics			
51.3.93.000	Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000,00	200.000.000,00	150.000.000,00
	Section 52.1 — Administration de l'Environnement			

Article	Libellé	Crédit voté	Paielements effectifs	Dépassements utilisés
52.1.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	17.500.000,00	26.499.733,37	8.999.733,37

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Finalement, la Cour a analysé pour l'exercice 2016 les crédits budgétaires qui ont été dépassés de plus de 50% et le tableau y relatif se trouve en annexe du présent rapport.

1.8 Suivi des conclusions et recommandations de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire

Dans son rapport (document parlementaire 7005-4) concernant le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015, la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire a émis sept conclusions et recommandations. Dans le tableau ci-après la Cour fait le suivi des différentes conclusions et recommandations.

Conclusions et recommandations de la COMEXBU	Mise en œuvre
1. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire demande au Gouvernement de transmettre une évaluation des 258 mesures du paquet pour l'avenir non seulement au moment du projet de budget, mais également lors du dépôt des comptes généraux de l'Etat.	NON
2. La commission souligne l'importance de tableaux ou présentations permettant au législateur d'évaluer l'évolution de la dette publique ainsi que les coûts et le remboursement des emprunts, y compris ceux à court terme.	OUI
3. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire estime qu'il y a lieu de clarifier une fois pour toutes si l'autorisation d'émission de l'emprunt doit faire l'objet d'une loi spéciale au sens de l'article 99 de la Constitution.	NON
4. A l'instar des années précédentes : - la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite le Gouvernement à améliorer sa présentation des dépenses des fonds spéciaux ; - et à procéder aux rectifications qui s'imposent pour certains fonds avant le vote du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015.	NON
	OUI
5. Quant au déséquilibre du budget pour ordre, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire invite une nouvelle fois le Gouvernement à trouver une solution aux difficultés techniques à opérer les reports d'excédents de recettes, ou à envisager, le cas échéant, une modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.	NON
6. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire note que la réforme de la procédure budgétaire, annoncée fin 2011, n'a guère encore avancée. Alors que ce processus de modernisation des structures budgétaires est censé „accroître l'efficacité de la dépense publique par la mise en place d'une gestion axée davantage sur les objectifs que sur les moyens“ se pose la question d'une implication accrue du pouvoir législatif dans le suivi de l'exécution budgétaire de l'Etat ainsi que la mise en place d'une procédure de contrôle repensée, et ce parallèlement au passage vers le nouveau système. Au cours de la réunion du 14 septembre 2015, Monsieur le Ministre des Finances a suggéré l'application d'un contrôle détaillé aux postes et sommes importants, un renforcement du contrôle ex post et la mise en place d'un système d'audit interne. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire attendra le détail de ces suggestions.	NON
7. La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire réitère son invitation à l'adresse du Gouvernement à présenter les documents présentant les comptes d'administration publique, incluant les comptes de l'administration centrale d'après les règles du SEC2010 dès le dépôt du projet de loi à la Chambre. Elle prend acte de la réponse gouvernementale (cf. doc. parl. 7005 (p. 2)) qu'„il y a lieu de souligner qu'un certain nombre d'ajustements supplémentaires sont ainsi nécessaires pour déterminer le solde SEC2010, ce qui ne fait pas l'objet de ce projet de loi qui se limite à renseigner sur l'exécution budgétaire conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat.“.	OUI

2 Compte général suivant les règles du SEC 2010

2.1 Remarques préliminaires

Dans le cadre de ses recommandations et conclusions au sujet du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2015, « la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire réitère son invitation à l'adresse du Gouvernement à présenter les documents présentant les comptes d'administration publique, incluant les comptes de l'administration centrale d'après les règles du SEC2010 dès le dépôt du projet de loi à la Chambre. »

La Cour note que les documents parlementaires du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016 reprennent les estimations publiées dans la 18^e actualisation du 28 avril 2017 sur son programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg. De plus, il est précisé « qu'une mise à jour du solde SEC2010, au-delà de ce qui est réalisé pour le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, n'est pas réalisable dans le cadre du présent projet de loi qui se limite dès lors à renseigner sur l'exécution budgétaire conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. »

2.2 Déficit public consolidé de l'administration publique

Par la loi du 29 mars 2013 a été approuvé le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé le 2 mars 2012 à Bruxelles.

Par ce traité, « les parties contractantes conviennent, en tant qu'Etats membres de l'Union européenne, de renforcer le pilier économique de l'Union économique et monétaire en adoptant un ensemble de règles destinées à favoriser la discipline budgétaire au moyen d'un pacte budgétaire, à renforcer la coordination de leurs politiques économiques et à améliorer la gouvernance de la zone euro, en soutenant ainsi la réalisation des objectifs de l'Union européenne en matière de croissance durable, d'emploi, de compétitivité et de cohésion sociale. »

La principale disposition du traité précité impose aux Etats signataires l'obligation de veiller à ce que la situation budgétaire de leurs administrations publiques soit « en équilibre ou en excédent ». Aux termes de l'article 3 du traité, cette règle dite « règle d'or » est « considérée comme respectée si le solde structurel annuel des administrations publiques correspond à l'objectif à moyen terme spécifique à chaque pays, tel que défini dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, avec une limite inférieure de déficit structurel de 0,5% du produit intérieur brut aux prix du marché ». Lorsque le rapport entre la dette publique et le PIB est sensiblement inférieur à 60%, cette limite peut être relevée à 1% du PIB.

Pareils engagements européens ont été transposés en droit national par la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques.

L'article 1^{er} de la loi du 23 décembre 2016 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2016-2020 dispose que, pour cette période, « l'objectif budgétaire à moyen terme (des administrations publiques) est fixé à +0,5 pour cent du produit intérieur brut pour l'année 2016, et à -0,5 pour cent du produit intérieur brut pour les années 2017 à 2020. »

Par ailleurs, le projet de loi du 10 octobre 2016 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017, rappelait que « le Gouvernement s'est fixé comme objectif de rétablir l'équilibre des comptes publics et de renverser la tendance à l'accroissement de la dette publique. Conformément au programme gouvernemental, le Gouvernement veille sur la période 2017 - 2020, à :

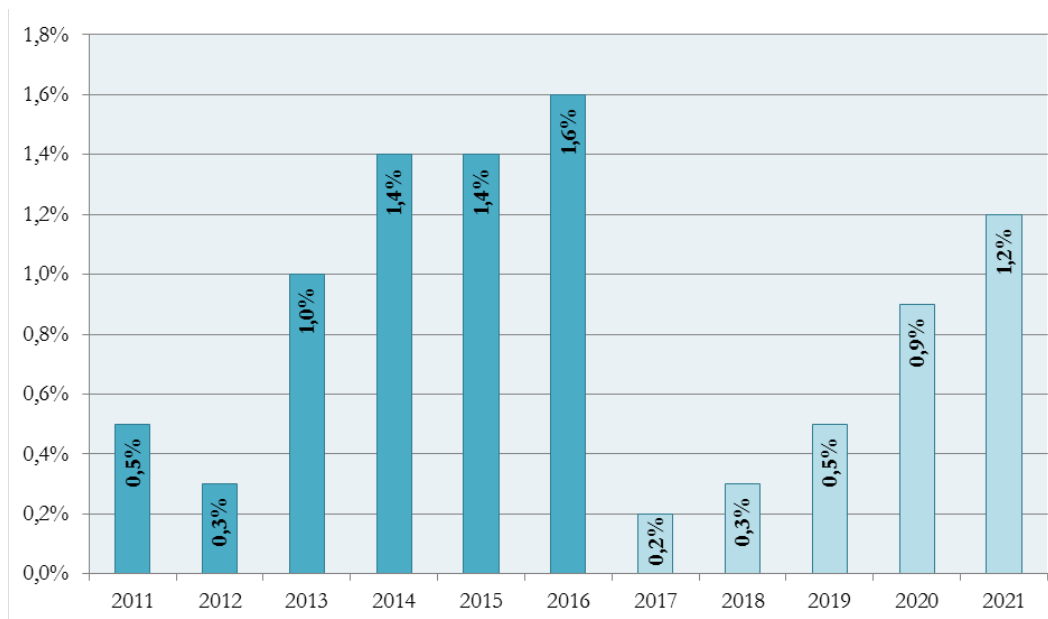
- respecter l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) que la Commission européenne a fixé à un minimum de -0,5% du PIB et
- stabiliser la dette publique brute bien en-dessous de 30% du PIB. » (page 21*)

Dans le cadre de la 18^e actualisation du 28 avril 2017 de son programme de stabilité, le Luxembourg annonce qu' « en 2016, le solde structurel s'élève à +2,1% du PIB et se situe ainsi largement au-dessus de l'OMT de +0,5% du PIB » et qu' « en 2017, le solde structurel passe à +0,4% du PIB et demeure également largement au-dessus de l'OMT de -0,5% du PIB. »

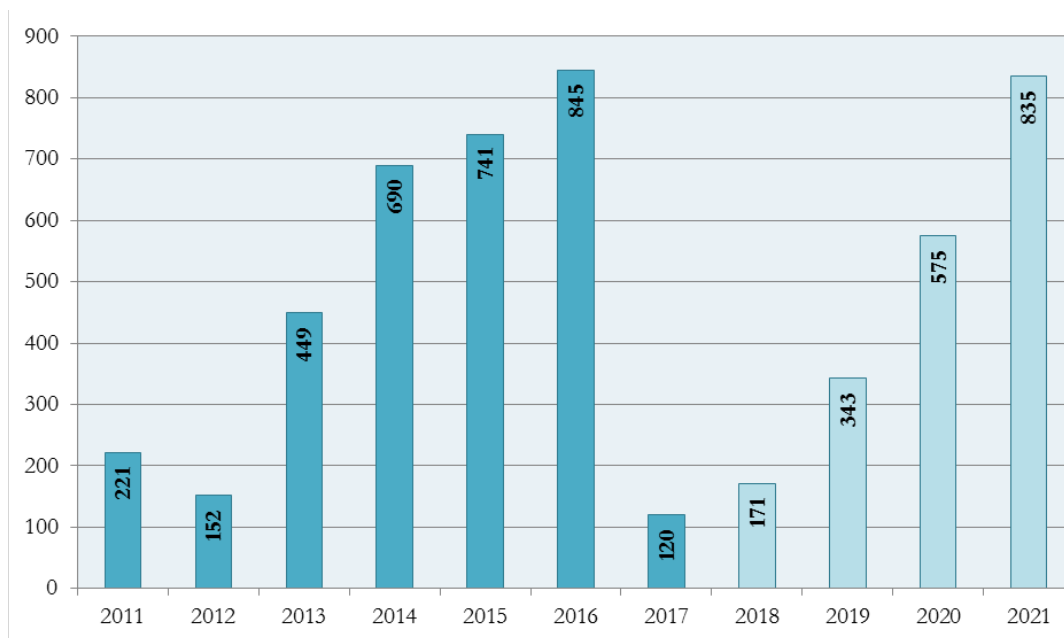
2.2.1 Solde financier de l'administration publique (2011-2021)

L'évolution de la situation financière de l'administration publique pour la période de 2011 à 2021 est documentée par les deux graphiques suivants.

Pour 2016, le projet de loi portant règlement du compte général annonce un solde de 1,6% du PIB (845 millions d'euros) par rapport à 1,4% du PIB en 2015. Les données pour l'exercice 2016 sont celles estimées dans le cadre de la 18^e actualisation du programme de stabilité.

Graphique 19 : Solde de l'administration publique en % du PIB

Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; graphique : Cour des comptes

Graphique 20 : Solde de l'administration publique en millions d'euros

Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; graphique : Cour des comptes

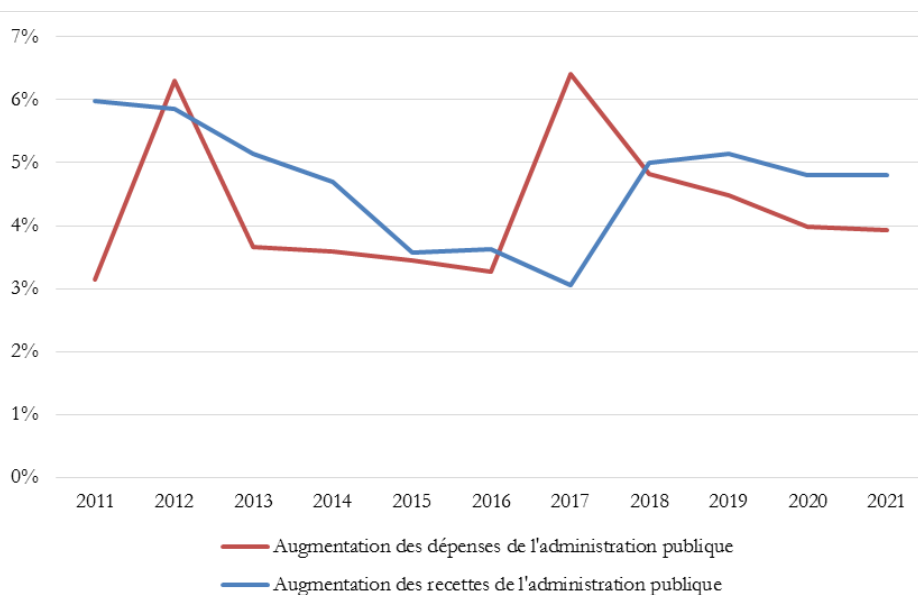
Suite à la crise de 2008-2009, la situation financière de l'administration publique s'était dégradée. Par la suite, elle connaît un redressement et le solde de l'administration publique atteint 741 millions d'euros en 2015 et 845 millions d'euros en 2016.

Les prévisions des années prochaines pour l'administration publique tablent toujours sur des soldes positifs, mais seraient en nette diminution (120 millions d'euros d'excédent (0,2% du PIB) prévu en 2017 et 171 millions d'euros (0,3% du PIB) en 2018). Ceci serait principalement dû aux adaptations prévues au niveau de la fiscalité. Ce n'est qu'en fin de la période considérée (2021) que le niveau de 2016 serait de nouveau atteint.

A noter que les projections de juin 2017 de la Banque centrale du Luxembourg prévoient également un surplus pour l'administration publique de 0,1% du PIB en 2017 et de 0,4% du PIB en 2018 et en 2019. Par contre, les projections économiques de l'OCDE de juin 2017 prédisent des soldes plus favorables avec un excédent de 0,7% du PIB en 2017 et de 0,6% du PIB en 2018.

Sur la période 2013 à 2016, les recettes de l'administration publique ont augmenté plus rapidement que les dépenses. Cette tendance s'inverse en 2017 (croissance des recettes de 3,1% et croissance des dépenses de 6,4%). En 2018, les augmentations des recettes et des dépenses devraient être en équilibre. Pour la période de 2019 à 2021, l'augmentation des recettes serait de nouveau supérieure à celle des dépenses d'après les chiffres publiés au niveau de la 18^e actualisation du programme de stabilité et de croissance.

Graphique 21 : Augmentation annuelle des dépenses et des recettes de l'administration publique



Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; graphique : Cour des comptes

2.2.2 Solde financier des sous-secteurs de l'administration publique (2011-2021)

L'administration publique comprend trois sous-secteurs, à savoir l'administration centrale, les administrations locales et les administrations de sécurité sociale. L'administration centrale pour sa part vise un ensemble plus vaste que le périmètre du budget de l'Etat. Les dépenses de l'administration centrale comprennent, suivant les règles de SEC 2010, outre les dépenses du budget de l'Etat, les dépenses des fonds spéciaux de l'Etat ainsi que celles des organismes contrôlés ou financés majoritairement par l'Etat (établissements publics, fondations, services de l'Etat à gestion séparée, etc.).

L'analyse de la situation financière de l'administration publique nécessite ainsi une prise en considération des trois sous-administrations qui la composent.

Tableau 22 : Soldes (2011 - 2021)

Exercice	Administration publique		Administration centrale		Administrations locales		Sécurité sociale	
	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB	mio €	% du PIB
2011	221,4	0,5	-702,1	-1,6	132,1	0,3	791,3	1,8
2012	152,2	0,3	-889,0	-2,0	228,3	0,5	812,8	1,8
2013	449,0	1,0	-464,9	-1,0	168,5	0,4	745,4	1,6
2014	690,0	1,4	-173,4	-0,3	151,5	0,3	711,9	1,4
2015	740,5	1,4	-236,3	-0,5	215,6	0,4	761,3	1,5
2016	844,8	1,6	-214,9	-0,4	170,3	0,3	889,3	1,6
2017	120,0	0,2	-1.042,0	-1,8	203,0	0,4	959,0	1,7
2018	171,0	0,3	-1.062,0	-1,7	206,0	0,3	1.027,0	1,7
2019	343,0	0,5	-887,0	-1,4	171,0	0,3	1.059,0	1,6
2020	575,0	0,9	-667,0	-1,0	183,0	0,3	1.060,0	1,6
2021	835,0	1,2	-416,0	-0,6	212,0	0,3	1.039,0	1,5

Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; graphique : Cour des comptes

Il ressort du tableau ci-dessus que la situation financière de l'administration publique est plombée par les déficits au niveau de l'administration centrale qui affiche un solde négatif tout au long de la période entre 2011 et 2021 (déficit cumulé de l'administration centrale de 2011 à 2021 : 6.755 millions d'euros). Ceci s'explique notamment par les transferts très importants opérés à partir de l'administration centrale vers la sécurité sociale.

Au niveau de l'administration centrale, entre les exercices 2015 et 2016, la croissance des recettes (+529,9 millions d'euros) dépasse légèrement celle des dépenses (+508,3 millions d'euros).

Côté recettes, l'augmentation résulte principalement de l'augmentation des impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (+452,8 millions d'euros) ainsi que des impôts sur la production et les importations (+68,6 millions d'euros).

Côté dépenses, il s'agit essentiellement d'une augmentation des autres transferts courants (+273,9 millions d'euros), des acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (+81,6 millions d'euros), de la rémunération des salariés (+81,4 millions d'euros) et des transferts en capital à payer (+74,0 millions d'euros).

2.3 Dette publique consolidée de l'administration publique

La dette publique consolidée au sens des critères de Maastricht correspond à la dette cumulée de l'ensemble de l'administration publique, c.-à-d. de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de la sécurité sociale. Ainsi les dettes brutes, exprimées à leur valeur nominale, sont-elles consolidées au niveau de l'administration publique.

A relever que la dette publique consolidée comprend la dette des établissements publics et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ainsi que les garanties accordées par l'Etat dans le cadre de la loi de garantie qui selon une décision d'Eurostat, sont enregistrées comme des prêts imputés dans les comptes de l'administration publique.

Par ailleurs, les fonds levés dans le cadre de la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF) doivent, suivant une décision d'Eurostat, « être enregistrés dans la dette publique brute des Etats membres de la zone euro participant à une opération de soutien, en proportion de leur part dans la garantie accordée ». Cette décision entraîne une augmentation de la dette publique, mais n'a cependant aucun impact sur les besoins de financement de l'Etat ou le coût du service de la dette.

La part principale de la dette publique consolidée relève de l'endettement de l'administration centrale et, dans une moindre mesure, de celui des administrations locales. La sécurité sociale est structurellement excédentaire. Les excédents sont affectés à une réserve appelée « Fonds de compensation » qui a été instituée par la loi modifiée du 6 mai 2004 afin d'assurer le financement des prestations sociales futures. La dette de la sécurité sociale est donc a priori nulle. Toutefois, il importe de souligner que le sous-secteur de la sécurité sociale nécessite pour son financement d'importants transferts provenant de la part du sous-secteur de l'administration centrale, ce qui explique par ricochet la dette enregistrée auprès de ce dernier et de l'administration publique en général.

Le tableau et le graphique suivants reprennent l'évolution de la dette de l'administration publique de 2011 à 2021 telle qu'elle ressort des comptes nationaux du Statec ainsi que de la 18^e

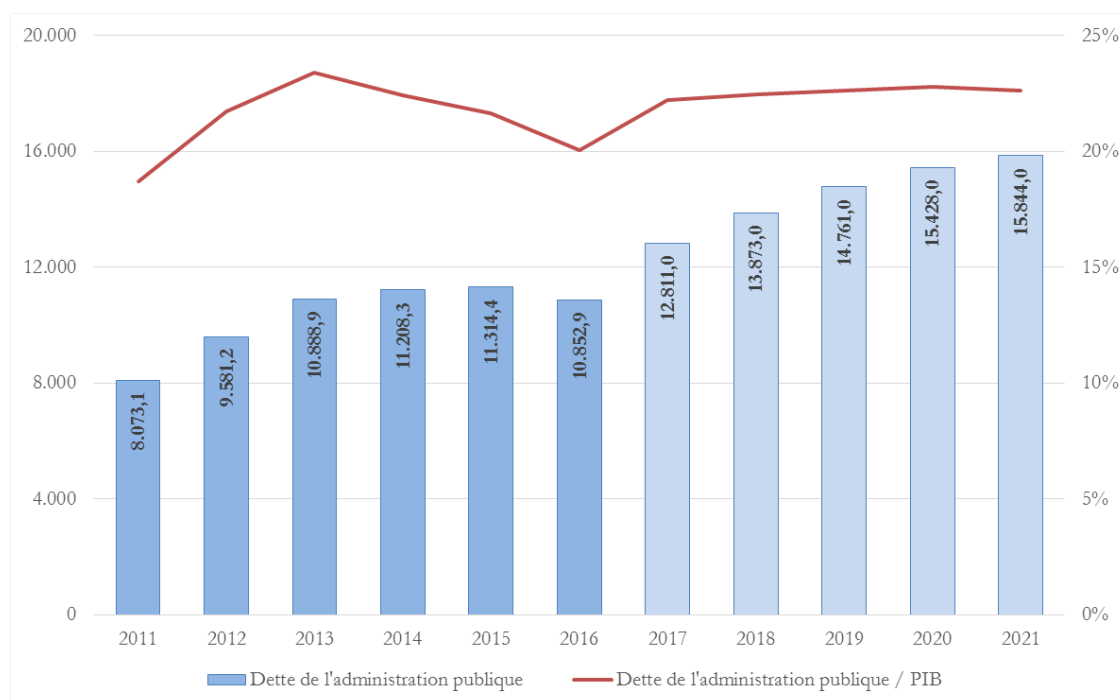
actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg (PSC) pour la période 2017-2021.

Tableau 23 : Evolution de la dette de l'administration publique par rapport au PIB et par habitant

	Dette de l'administration publique (en millions d'euros)	Dette de l'administration publique / PIB (en %)	Dette de l'administration publique / habitant (en euros)
2011	8.073,1	18,7%	15.380
2012	9.581,2	21,7%	17.842
2013	10.888,9	23,4%	19.809
2014	11.208,3	22,4%	19.908
2015	11.314,4	21,6%	19.636
2016	10.852,9	20,0%	18.373
2017	12.811,0	22,2%	
2018	13.873,0	22,4%	
2019	14.761,0	22,6%	
2020	15.428,0	22,8%	
2021	15.844,0	22,6%	

Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; tableau : Cour des comptes

Graphique 24 : Evolution de la dette de l'administration publique



Sources chiffres : Statec, compte général 2016, 18^e actualisation PSC 2017-2021 (aux erreurs d'arrondi près) ; graphique : Cour des comptes

Il en découle qu'en chiffres absolus et en pourcentage du PIB, la dette de l'administration publique diminue pour atteindre 10,85 milliards d'euros ou 20,0 % du PIB fin 2016. Le projet de loi 7156 explique qu'« en 2016, l'Etat n'a émis aucun emprunt obligataire contrairement à ce qui était prévu et attendu au moment de la présentation du projet de budget pour l'exercice afférent. Grâce à l'évolution positive des finances publiques ainsi que de la gestion optimisée des liquidités par la Trésorerie de l'Etat, un emprunt obligataire classique n'a dû être réalisé qu'au début de l'année 2017. »

Un emprunt obligataire à hauteur de 2 milliards d'euros a été lancé en février 2017 se basant sur les autorisations accordées dans le cadre des lois budgétaires de 2016 et 2017.

Pour la période 2017 à 2021, la dette publique augmente de nouveau en termes absolus pour atteindre 15,84 milliards d'euros fin 2021. La stagnation de la dette publique exprimée en % du PIB (environ 22,6%) résulte de la croissance du PIB sur la période considérée.

La dette publique reste nettement en-dessous du seuil maximal d'endettement de 60% du PIB fixé par les critères de Maastricht. A ce titre, il importe de rappeler que le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre de son programme gouvernemental pour la période 2013-2018, à prendre les mesures nécessaires pour stabiliser la dette publique en-dessous de 30% du PIB.

D'après la 18^e actualisation du PSC pour la période 2017-2021, « il est prévu que les déficits récurrents de l'administration centrale seront financés par le recours à de nouveaux emprunts obligataires ou des prêts bancaires sur la période de projection 2018 à 2021. Par ailleurs, l'Etat central devra procéder à un refinancement intégral, par de nouveaux emprunts ou prêts, de tous les emprunts et prêts venant à échéance dans la période sous revue. »

Les déficits récurrents se chiffrent à 1.042 millions d'euros en 2017, à 1.062 millions d'euros en 2018, à 887 millions d'euros en 2019, à 667 millions d'euros en 2020 et à 416 millions d'euros en 2021. De plus, les emprunts et prêts tombant à échéance à cette période s'élèvent à 132 millions d'euros en 2017, à 700 millions d'euros en 2018, à 200 millions d'euros en 2019 et de 2.000 millions d'euros en 2020.

La notation de crédit souveraine AAA permet au Luxembourg de se refinancer à des taux relativement bas. D'après le PSC 2017-2021, le coût lié au service de la dette publique reste stable autour de 0,3% du PIB ou d'environ 200 millions d'euros par an.

Au total, la dette publique est ainsi supposée augmenter de 3 milliards d'euros sur les années 2018 à 2021.

2.4 Investissements de l'administration publique

2.4.1 Investissements directs (formation de capital)

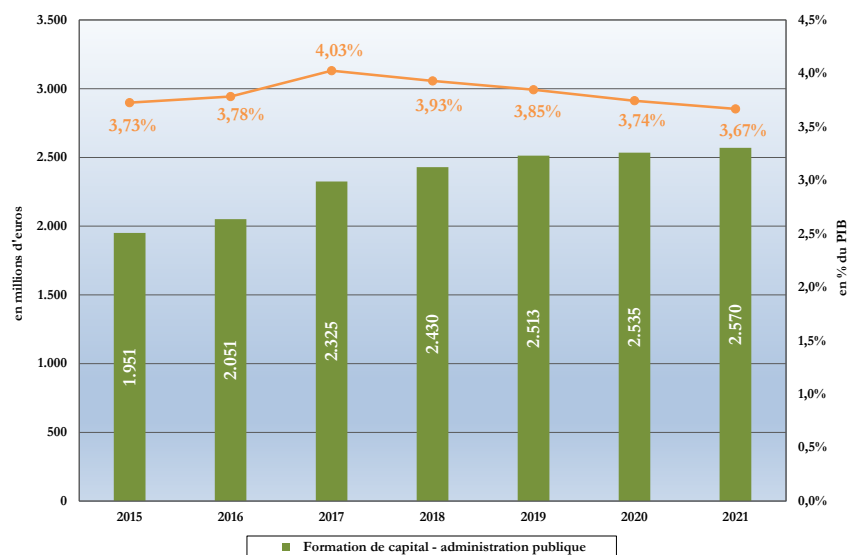
D'après le système SEC 2010, les investissements directs ou bien la formation de capital comprend la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

La formation brute de capital fixe est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

La variation des stocks est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.

Par objets de valeur, il faut entendre des biens non financiers qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation, qui, dans des conditions normales, ne se détériorent pas (physiquement) avec le temps et qui sont acquis et détenus pour servir de réserve de valeur.

Les graphiques suivants reprennent les évolutions prévisionnelles des investissements directs, en valeur et en pourcent par rapport au PIB, de l'administration publique et de l'administration centrale pour les années 2015 à 2021, telles que présentées dans les comptes nationaux du Statec du mois d'avril 2017 (pour les années 2015 et 2016) et la 18^e actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg (PSC) pour la période 2017-2021.

Graphique 25 : Evolution de la formation de capital - administration publique

Sources chiffres : Statec, PSC 2017-2021 ; graphique : Cour des comptes

Pour 2016, les investissements directs effectifs de l'administration publique ont augmenté de 5,14% par rapport à 2015 pour atteindre 2.051 millions d'euros, soit 3,78% par rapport au produit intérieur brut.

Graphique 26 : Evolution de la formation de capital - administration centrale

Sources chiffres : Statec, PSC 2017-2021 ; graphique : Cour des comptes

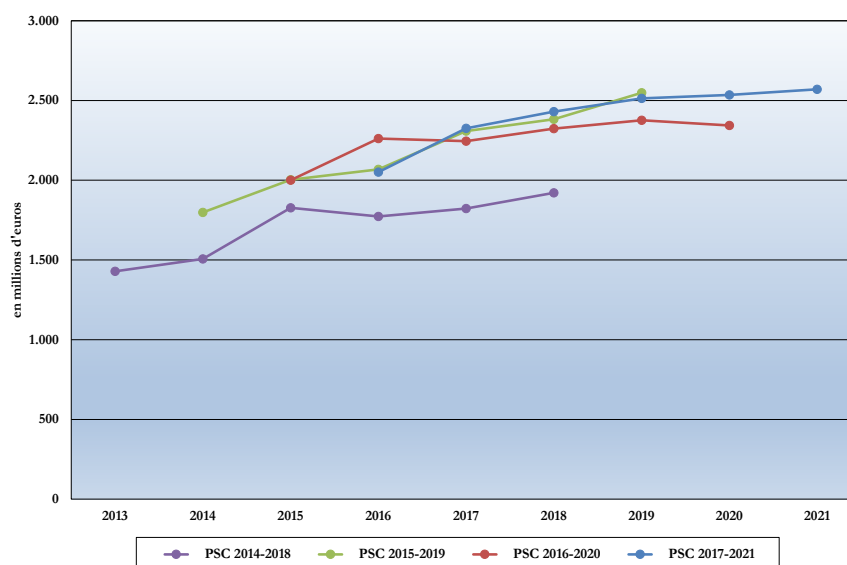
Pour 2016, les investissements directs effectifs de l'administration centrale ont augmenté de 0,95% par rapport à 2015 pour atteindre 1.323 millions d'euros, soit 2,44% par rapport au produit intérieur brut.

Il ressort des deux graphiques ci-dessus que la formation de capital de l'administration publique augmente en valeur jusqu'en 2021 pour atteindre un niveau record de 2.570 millions d'euros. Au sujet de la formation de capital de l'administration centrale, elle augmente jusqu'en 2019 et reste quasiment stable en termes absolus jusqu'en 2021, pour atteindre 1.596 millions.

Par ailleurs, la Cour tient à souligner que le ratio des investissements directs par rapport au PIB de l'administration publique diminue de 4,03% en 2017 à 3,67% en 2021 et au sujet de l'administration centrale, il décroît de 2,62% en 2017 à 2,28 % en 2021.

Finalement, la Cour procède à une comparaison des prévisions des dépenses d'investissements directes de l'administration publique telles que retenues dans les actualisations du programme de stabilité et de croissance successives.

Graphique 27 : Evolution des prévisions de la formation de capital - administration publique



Sources chiffres : PSC ; graphique : Cour des comptes

La Cour tient à noter que par rapport à la 15^e actualisation du programme de stabilité et de croissance pour la période 2014-2018, les dernières prévisions affichent des dépenses d'investissements directs de l'administration publique sensiblement plus élevées.

Dans le cadre de la dernière prévision, à savoir le PSC 2017-2021, le niveau des dépenses d'investissements a été revu à la hausse pour les années 2017 à 2020 par rapport aux

prévisions retenues dans la 17^e actualisation. Ainsi, entre la publication de deux actualisations du PSC, les investissements directs de l'administration publique de 2020 augmentent de 2.343 millions d'euros selon le PSC 2016-2020 à 2.535 millions d'euros selon le PSC 2017-2021, soit une hausse de 191,4 millions d'euros.

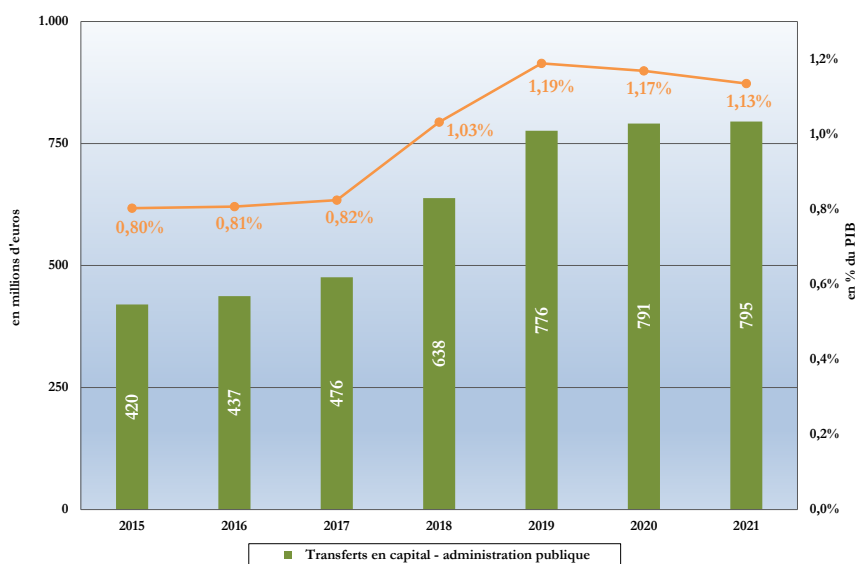
2.4.2 Investissements indirects (transferts en capital)

D'après le système SEC 2010, les investissements indirects ou bien les transferts en capital comportent globalement les aides à l'investissement de l'administration centrale aux entreprises, aux associations sans but lucratif au service des ménages, aux ménages et aux communes.

Il s'agit donc des subventions en capital de l'Etat en vue de favoriser la réalisation de projets d'investissements par d'autres collectivités publiques ou par le secteur privé, comme par exemple les dépenses du Fonds pour la coopération au développement, du Fonds pour les investissements socio-familiaux ou bien du Fonds climat et énergie.

Les transferts en capital sont des opérations, effectuées en espèces ou en nature, dans lesquelles la propriété d'un actif (autre que des espèces ou des stocks) est transférée d'une unité institutionnelle à une autre ou dans lesquelles des espèces sont transférées pour permettre au bénéficiaire d'acquérir un autre actif ou dans lesquelles les fonds rapportés par la cession d'un actif sont transférés.

Les graphiques suivants reprennent les évolutions prévisionnelles des investissements indirects, en valeur et en pourcent par rapport au PIB, de l'administration publique et de l'administration centrale pour les années 2015 à 2021, telles que présentées dans les comptes nationaux du Statec du mois d'avril 2017 (pour les années 2015 et 2016) et la 18^e actualisation du programme de stabilité et de croissance du Grand-Duché de Luxembourg (PSC) pour la période 2017-2021.

Graphique 28 : Evolution des transferts en capital - administration publique

Sources chiffres : Statec, PSC 2017-2021 ; graphique : Cour des comptes

Pour 2016, les investissements indirects effectifs de l'administration publique ont augmenté de 4,07% par rapport à 2015 pour atteindre 437 millions d'euros, soit 0,81% par rapport au produit intérieur brut.

Graphique 29 : Evolution des transferts en capital - administration centrale

Sources chiffres : Statec, PSC 2017-2021 ; graphique : Cour des comptes

Pour 2016, les investissements indirects effectifs de l'administration centrale ont augmenté de 12,56% par rapport à 2015 pour atteindre 663 millions d'euros, soit 1,22% par rapport au produit intérieur brut.

Il ressort des deux graphiques ci-dessus que les transferts en capital de l'administration publique augmentent en valeur jusqu'en 2021 pour atteindre un niveau record de 795 millions d'euros. Au sujet des transferts en capital de l'administration centrale, ils augmentent jusqu'en 2019 et les prévisions sur la période 2020 à 2021 tablent sur une stabilisation des investissements indirects par rapport à 2019, pour atteindre 991 millions d'euros fin 2021.

Par ailleurs, la Cour tient à souligner que le ratio des investissements indirects par rapport au PIB de l'administration publique augmente jusqu'en 2019 et baisse par après de 1,19% à 1,13% en 2021. En ce qui concerne l'administration centrale le taux progresse également jusqu'en 2019 et décroît ensuite de 1,52% à 1,41 % en 2021. Cette régression des dépenses d'investissements indirects exprimée en % du PIB est le résultat d'un ralentissement global des investissements sur la période considérée.

3 Contrôle intensifié de la Cour

3.1 Rémunérations des agents de l'Etat

3.1.1 Présentation du contrôle de la Cour

Dans le cadre de l'établissement du rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016, la Cour a procédé au contrôle portant sur la légalité et la régularité d'un échantillon de dépenses réalisées au cours de l'exercice 2016 et ayant trait aux traitements des fonctionnaires, aux indemnités des employés de l'Etat, aux salaires des ouvriers de l'Etat, respectivement aux indemnités des étudiants au service de l'Etat. En 2016, ces dépenses étaient de l'ordre de 2.353.264.331,64 euros, soit 15,99% des dépenses courantes et en capital qui s'élevaient à 14.710.166.496,47 euros pour cet exercice (contre 17,54% pour 2015, 18,04% pour 2014, 15,19% pour 2013, 17,84% pour 2012, 18,21% pour 2011 et 18,42% pour 2010). Ce montant a été porté en comptabilité budgétaire de l'Etat au moyen de 300 ordonnances d'imputation à charge de 300 articles budgétaires et fonds.

L'échantillon en question a couvert environ 11% du nombre total des agents au service de l'Etat en 2016 (fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants). Au total, 3.076 dossiers ont ainsi été examinés par la Cour des comptes.

Cet examen a comporté deux volets :

1. Le premier volet a porté sur la légalité et la régularité des actes émanant des départements ministériels: les arrêtés d'admission au stage, de nomination, de substitution de grade, d'octroi de congés, les contrats d'engagement, les décisions de classement, d'octroi d'allongements de grade, de primes ou d'autres suppléments de rémunération et, d'une façon générale, toute décision ayant un impact sur le statut, la situation de carrière ou la rémunération des agents concernés.
2. Le deuxième volet s'est concentré sur les rémunérations versées mensuellement par l'Administration du personnel de l'Etat. La Cour a examiné la conformité des paiements avec les textes légaux et réglementaires ainsi qu'avec les pièces composant le dossier des titulaires.

En ce qui concerne les fonctionnaires, employés de l'Etat, ouvriers de l'Etat et étudiants au service de l'Etat, le contrôle a consisté en une comparaison de tous les paiements individuels effectués par l'Administration du personnel de l'Etat avec les rémunérations mensuelles à assigner d'après les calculs de la Cour, réalisés moyennant les pièces lui transmises par les départements ministériels respectifs. Les constatations ont été transmises soit au ministère

de la Fonction publique et de la Réforme administrative, soit au ministère ordonnateur compétent.

3.1.2 Résultats du contrôle

3.1.2.1 Fonctionnaires

a) Dossiers incomplets

Sur les 970 dossiers examinés, 215 (22,16%) se sont avérés incomplets. Pour ces 215 agents, 236 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de lettres envoyées le 3 mai 2017.

A la date du 12 septembre 2017, 3 dossiers (0,31%) demeuraient incomplets.

b) Constatations

93 des 970 dossiers examinés (9,59%) ont initialement donné lieu à 106 constatations de la Cour des comptes.

A la date du 12 septembre 2017, après l'examen des pièces et explications supplémentaires produites, le nombre des constatations est passé à 110. Ces constatations concernaient 96 agents (9,90%).

3.1.2.2 Employés

a) Dossiers incomplets

Il y a lieu de souligner que pour 2016, 169 des 1.027 dossiers examinés (16,46%) se sont avérés incomplets, par rapport à 14,58% pour 2014, 16,2% pour 2013, 6,2% pour 2012, 23,85% pour 2011 et 7,13% pour 2010.

Pour ces 169 agents, 220 documents justificatifs de paiement ont été réclamés aux départements ministériels concernés et à l'Administration du personnel de l'Etat au moyen de 5 lettres envoyées depuis le 1^{er} juin 2017.

A la date du 12 septembre 2017, 114 dossiers (11,10%) demeuraient incomplets, 142 pièces faisant encore défaut, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses afférentes.

b) Constatations

129 des 1.027 dossiers examinés soit 12,56% (contre 13,43% en 2015, 7,98% en 2014, 10,80% en 2013, 8,21% en 2012, 13,99% en 2011 et 12,40% en 2010) ont initialement donné lieu à 155 constatations de la Cour des comptes.

A la date du 12 septembre 2017, après l'examen des pièces et explications supplémentaires produites, le nombre des constatations est passé à 159, concernant 133 agents (12,95%).

3.1.2.3 Ouvriers**a) Dossiers incomplets**

34 des 549 dossiers examinés (6,19%) se sont avérés incomplets (24,51% pour 2014, 8,7% pour 2013, 8,36% pour 2012, 44,19% pour 2011 et 7,54% pour 2010). Pour ces 34 agents, 43 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de deux lettres envoyées depuis le 1^{er} juin 2017.

A la date du 12 septembre 2017, 30 dossiers (5,46%) étaient toujours incomplets, 38 pièces faisaient défaut, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

34 des 549 dossiers examinés (6,19% contre 2,53 % pour 2014, 2,83% pour 2013, 2,64% pour 2012, 4,87% pour 2011 et 3,57% en 2010) ont donné lieu à 34 constatations de la Cour des comptes.

A la date du 12 septembre 2017, après l'examen des pièces et explications supplémentaires produites, le nombre des constatations est resté à 34 concernant 34 agents (6,19%).

3.1.2.4 Etudiants**a) Dossiers incomplets**

58 des 530 dossiers examinés (10,94%) se sont avérés incomplets (contre 13,40% en 2014, 6,36% en 2013, 30,29% en 2012, 66,37% en 2011 et 46,85% en 2010). Pour ces 58 agents, 138 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés auprès des départements ministériels concernés au moyen de sept lettres envoyées depuis le 1^{er} juin 2017.

A la date du 12 septembre 2017, 30 dossiers (5,66%) demeuraient incomplets, 67 pièces faisaient défaut, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

39 des 530 dossiers examinés (7,36%) ont donné lieu à 44 constatations de la Cour des comptes (contre 4,85 % en 2014, 3,93% en 2013, 12,39% en 2012, 10,09% en 2011 et 6,30% en 2010).

A la date du 12 septembre 2017, 44 constatations persistent pour 39 dossiers (7,36%).

3.1.2.5 Fonctionnaires, employés, ouvriers et étudiants

Pour l'ensemble des agents de l'Etat, les résultats du contrôle sont les suivants :

a) Dossiers incomplets

476 des 3.076 dossiers examinés (15,47%) se sont avérés incomplets (contre 14,48 % en 2014, 13,47% en 2013, 22,73% en 2012, 39,28% en 2011 et 18,14% en 2010). 637 documents justificatifs de paiement non communiqués ont été réclamés par la Cour des comptes auprès des départements ministériels concernés.

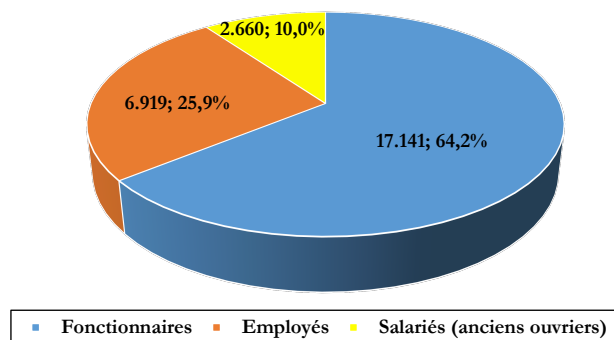
A la date du 12 septembre 2017, 177 dossiers (5,75%) devaient être complétés par 250 pièces, de sorte que la Cour des comptes n'a pas pu se prononcer sur les dépenses y afférentes.

b) Constatations

295 des 3.076 dossiers examinés (9,59%) ont initialement donné lieu à 339 constatations de la Cour des comptes (contre 6,72% en 2014, 8,95% en 2013, 8,67% pour 2012, 10,78% pour 2011 et 7,98% pour 2010).

A la date du 12 septembre 2017, après l'examen des pièces et explications supplémentaires produites, le nombre des constatations est passé à 347, concernant 302 agents (9,82%).

Graphique 30 : Effectif de la Fonction publique : répartition des effectifs par catégorie statutaire



Sources chiffres : rapport d'activité du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ; graphique : Cour des comptes

Au 1^{er} janvier 2017, le nombre des agents au service de l'Etat s'élève à 26.720, soit une augmentation de 15.824 unités ou de 168% depuis 1970.

Les chiffres initiaux relatifs aux dossiers examinés sont repris dans le tableau ci-dessous.

	Dossiers	Dossiers incomplets			Dossiers divergents		
Statut	Nombre	Nombre	%	Pièces	Nombre	%	Constat.
Fonctionnaires	970	215	22,16%	236	93	9,59%	106
Employés	1.027	169	16,46%	220	129	12,56%	155
Ouvriers	549	34	6,19%	43	34	6,19%	34
Etudiants	530	58	10,94%	138	39	7,36%	44
Agents	3076	476	15,47%	637	295	9,59%	339

Le tableau ci-après reprend les chiffres adaptés au 12 septembre 2017, après examen des données et pièces supplémentaires fournies.

	Dossiers	Dossiers incomplets			Dossiers divergents		
Statut	Nombre	Nombre	%	Pièces	Nombre	%	Constat.
Fonctionnaires	970	3	0,31%	3	96	9,90%	110
Employés	1027	114	11,10%	142	133	12,95%	159
Ouvriers	549	30	5,46%	38	34	6,19%	34
Etudiants	530	30	5,66%	67	39	7,36%	44
Agents	3076	177	5,75%	250	302	9,82%	347

Les constatations de la Cour des comptes concernent, de manière schématique, cinq catégories :

- le calcul de la tâche ;
- l'allocation de fin d'année ;
- la rémunération de base ;

- l'allocation de repas ;
- la décision d'engagement et de carrière.

Le tableau ci-dessous indique pour chacune des cinq catégories le nombre de constatations faites par la Cour des comptes.

	Fonctionnaires	Employés	Ouvriers	Etudiants	Total
1) calcul de la tâche	8	52	12	6	78
2) allocation de fin d'année	12	1	0	0	13
3) rémunération de base	87	65	17	22	191
4) allocation de repas	0	3	0	0	3
5) décision d'engagement et de carrière	3	38	5	16	62
Total	110	159	34	44	347

Ainsi délibéré et arrêté par la Cour des comptes en sa séance du 28 septembre 2017.

La Cour des comptes,

Le Secrétaire général,
s. Marco Stevenazzi

Le Président,
s. Marc Gengler

ANNEXE

Tableau 31 : Les crédits destinés à l'acquisition de biens meubles durables majorés par voie de transfert supérieur à 2.500 euros

article	Libelle	Crédits Votés	Transfert	Liquidé	Dépassement
	30 - MINISTERE D'ETAT				
	Section 30.5 - Conseil économique et social				
30.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.	23.750	3.600,00	27.292,71	3.542,71
	31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
	Section 31.6 - Défense nationale				
31.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)	333.000	120.380,00	452.604,13	119.604,13
31.6.74.020	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle ; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données, de matériel audiovisuel et d'installations de télécommunications. (Crédit sans distinction d'exercice)	150.600	38.500,00	189.058,06	38.458,06
31.6.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.	167.300	23.000,00	189.438,63	22.138,63
31.6.74.320	Equipement de casernement et équipement divers. (Crédit sans distinction d'exercice)	169.980	89.950,00	258.485,60	88.505,60
31.6.74.340	Acquisition d'instruments de musique.	35.000	5.300,00	40.285,68	5.285,68
	32 - MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 32.1 - Service des sites et monuments nationaux				
32.1.74.060	Acquisition de logiciels et d'autres biens incorporels.	5.000	9.008,00	14.004,90	9.004,90
	34 - MINISTERE DES FINANCES				
	Section 34.7 - Cadastre et topographie				
34.7.74.050	Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)	170.000	2.500,00	171.853,31	1.853,31
	35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 35.0 - Economie				
35.0.74.060	Acquisition de logiciels.	32.000	5.135,00	37.132,53	5.132,53
	Section 35.7 - Tourisme				
35.7.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques.	46.000	29.300,00	74.066,10	28.066,10

article	Libelle	Crédits Votés	Transfert	Liquidé	Dépassement
	36 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE				
	Section 36.1 - Police grand-ducale				
36.1.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Crédit sans distinction d'exercice)	640.209	200.000,00	838.826,70	198.617,70
	Section 36.2 - Inspection générale de la Police grand-ducale				
36.2.74.250	Inspection générale de la Police grand-ducale : acquisitions. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.700	22.000,00	23.764,82	20.064,82
	39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.5 - Administration des services de secours				
39.5.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications. (Crédit sans distinction d'exercice)	792.937	389.104,00	1.181.724,85	388.787,85
39.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice)	628.267	52.000,00	662.342,85	34.075,85
	43 - MINISTERE DES SPORTS				
	Section 43.0 - Sports.- Dépenses générales				
43.0.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.	1.300	6.420,00	7.144,02	5.844,02
	47 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE				
	Section 47.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale				
47.2.74.250	Frais d'équipement.	90.947	6.000,00	93.302,99	2.355,99
	49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS				
	Section 49.0 - Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales				
49.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.	15.000	6.000,00	20.129,91	5.129,91
	Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
49.2.74.030	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire. (Crédit sans distinction d'exercice)	68.000	77.000,00	141.295,89	73.295,89
49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.	19.400	102.300,00	120.649,07	101.249,07
49.2.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.	6.000	3.200,00	9.194,03	3.194,03

article	Libelle	Crédits Votés	Transfert	Liquidé	Dépassement
	50, 51 ET 52 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
	Section 50.1 - Circulation et sécurité routières				
50.1.74.050	Remboursement à la Société Nationale de Circulation Automobile des frais d'amortissement pour la gestion du fichier national des véhicules et des permis de conduire.	508.100	70.810,00	578.910,00	70.810,00
	Section 51.0 - Dépenses générales				
51.0.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.	13.000	5.000,00	16.592,10	3.592,10
	Section 51.1 - Travaux publics.- Dépenses générales				
51.1.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.	13.000	10.000,00	21.647,34	8.647,34
	Section 51.4 - Bâtiments publics.- Dépenses générales				
51.4.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.	78.500	4.500,00	82.842,76	4.342,76
	Section 52.2 - Administration de la nature et des forêts				
52.2.74.060	Acquisition de logiciels informatiques.	39.000	13.500,00	52.462,80	13.462,80
	Section 52.3 - Administration de la gestion de l'eau				
52.3.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs.	146.000	21.000,00	160.777,38	14.777,38

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 32 : Les crédits surestimés ayant fait l'objet de transferts supérieurs à 25.000 euros

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
	Section 01.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger				
01.1.12.080	Frais généraux d'entretien des immeubles. (Crédit sans distinction d'exercice)	865.445	-80.000,00	747.564,92	117.880,08
01.1.12.250	Frais de formation, de bureau, de télécommunications, d'informatique et de banque, frais d'assurances autres que responsabilité civile automobile et assurances liées à l'exploitation des immeubles, frais de transport du courrier diplomatique et de transport de vin luxembourgeois, taxes et impôts. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.180.000	-100.950,00	1.036.838,00	143.162,00
01.1.12.300	Frais de représentation, actions de promotion économique, commerciale et culturelle du Luxembourg à l'étranger organisées par les missions, Maisons du Grand-Duché de Luxembourg à l'étranger. (Crédit sans distinction d'exercice)	885.000	-50.000,00	810.172,67	74.827,33
	Section 01.4 - Immigration				
01.4.12.251	Centre de rétention : Frais de fonctionnement. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.626.854	-148.200,00	2.408.536,62	218.317,38
	Section 01.6 - Défense nationale				
01.6.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	290.750	-68.500,00	216.828,48	73.921,52
01.6.12.304	Prestations dans l'intérêt de l'entreposage et de la maintenance de matériel notamment du charroi. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.319.036	-768.204,00	2.550.000,00	769.036,00
01.6.12.353	Frais en relation avec exercices et manœuvres à l'étranger. (Crédit sans distinction d'exercice)	116.030	-35.500,00	78.583,67	37.446,33
	02 - MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 - Culture : dépenses générales				
02.0.12.303	Relations culturelles internationales : frais divers.	225.000	-27.511,00	93.105,12	131.894,88
02.0.33.000	Animation socio-culturelle : conventions avec des associations.	6.601.000	-116.370,00	6.461.500,00	139.500,00
	03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 03.0 - Enseignement supérieur et recherche.- Dépenses générales				
03.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	355.000	-275.500,00	11.121,45	343.878,55
	04 - MINISTERE DES FINANCES				

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 04.0 - Dépenses générales				
04.0.12.080	Bâtiments : exploitation et entretien. (Crédit sans distinction d'exercice)	107.750	-100.065,00	6.997,73	100.752,27
	Section 04.4 - Contributions directes				
04.4.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs ; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	393.000	-29.500,00	304.329,14	88.670,86
	Section 04.5 - Enregistrement et domaines				
04.5.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs ; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	336.700	-28.000,00	290.656,90	46.043,10
	Section 04.6 - Douanes et accises				
04.6.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.	427.097	-82.000,00	311.278,99	115.818,01
04.6.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)	325.000	-46.000,00	227.806,42	97.193,58
04.6.12.300	Armement et équipement du personnel ; exercices de tir ; frais d'entretien et de maintenance de matériel de détection et de contrôle ; dépenses dans le cadre de la lutte anti-drogue.	250.000	-50.000,00	188.164,00	61.836,00
	05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 05.0 - Economie				
05.0.31.055	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement de la société "Technoport S.A.". (Crédit sans distinction d'exercice)	200.000	-157.600,00	0,00	200.000,00
05.0.32.011	Mesures et interventions destinées à favoriser les activités d'innovation et de recherche appliquée: participation à des dépenses, notamment aux frais de fonctionnement d'organismes luxembourgeois et internationaux de recherche-développement et de transfert technologiques, études, expertises et dépenses directes dans le même but. (Crédit sans distinction d'exercice)	70.000	-30.000,00	0,00	70.000,00
	Section 05.6 - Classes moyennes				
05.6.12.303	Guichet Entreprises. (Crédit sans distinction d'exercice)	598.000	-60.000,00	227.602,36	370.397,64
05.6.31.040	Application de la loi du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes : subventions au titre de l'article 2 alinéa (3) de la loi. (Crédit sans distinction d'exercice)	75.000	-45.382,00	29.617,96	45.382,04
05.6.41.004	Participation sur base de modalités définies par règlement du Gouvernement en Conseil à des actions visant l'amélioration de la compétitivité du commerce urbain et de proximité, et financées par les collectivités locales et les organismes professionnels.	65.000	-53.000,00	11.185,00	53.815,00
	Section 05.7 - Tourisme				

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
05.7.12.123	Exposition nationale luxembourgeoise d'horticulture à Luxembourg. (Crédit sans distinction d'exercice)	30.000	-25.000,00	3.400,80	26.599,20
05.7.41.000	Participation aux frais du Groupement d'intérêt économique - Office national du tourisme. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.700.000	-35.000,00	3.665.000,00	35.000,00
	06 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE				
	Section 06.1 - Police grand-ducale				
06.1.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.465.000	-208.000,00	2.219.961,03	245.038,97
06.1.12.070	Location et entretien des équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.319.158	-342.000,00	2.947.768,23	371.389,77
06.1.12.261	Frais d'exploitation et frais administratifs : frais de communication. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.717.000	-50.000,00	3.658.784,50	58.215,50
	07 - MINISTERE DE LA JUSTICE				
	Section 07.1 - Services judiciaires				
07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.	64.000	-26.900,00	34.648,65	29.351,35
	08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
	Section 08.5 - Centre des technologies de l'information de l'Etat				
08.5.11.060	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.	62.765	-62.000,00	0,00	62.765,00
	09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 - Administration des services de secours				
09.5.12.000	Indemnités pour services de tiers.	272.235	-65.000,00	182.199,52	90.035,48
	10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
10.2.11.133	Agence pour le développement de la qualité scolaire : indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice)	104.820	-31.000,00	44.172,29	60.647,71
10.2.11.134	Projets spécifiques en relation avec les priorités gouvernementales en matière d'éducation : indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice)	215.575	-132.000,00	37.693,19	177.881,81
	Section 10.7 - Education différenciée				

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
10.7.12.270	Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.061.525	-186.042,00	2.861.301,75	200.223,25
	Section 11.4 - Enfance et Jeunesse.- Dépenses générales				
11.4.33.041	Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance et à la famille par voie de conventions. (Crédit sans distinction d'exercice)	9.963.333	-500.000,00	9.109.000,46	854.332,54
	Section 11.6 - Centre socio-éducatif de l'Etat				
11.6.12.120	Frais d'experts et d'études.	76.800	-50.000,00	26.777,70	50.022,30
	Section 11.7 - Office national de l'enfance				
11.7.33.010	Participation de l'Etat aux frais des mesures d'aide à l'enfance par des forfaits mensuels définis par l'article 15 de la loi du 16 décembre 2008 au point 15.	2.474.183	-260.000,00	1.947.149,35	527.033,65
	Section 11.9 - Institut de formation de l'Education nationale				
11.9.11.131	Stages pédagogiques des enseignants et du personnel socio-éducatif : indemnités pour services extraordinaires. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.009.475	-713.000,00	164.525,49	1.844.949,51
	12 - MINISTERE DE LA FAMILLE, DE L'INTEGRATION ET A LA GRANDE REGION				
	Section 12.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration				
12.3.12.193	Plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations.	380.000	-80.000,00	186.922,99	193.077,01
	Section 12.7 - Service national d'action sociale				
12.7.41.010	Financement des programmes et projets de recherche entrepris en collaboration avec les centres de recherche publics.	92.000	-32.070,00	30.000,00	62.000,00
	13 - MINISTERE DES SPORTS				
	Section 13.0 - Sports.- Dépenses générales				
13.0.12.120	Frais d'experts et d'études.	70.200	-29.920,00	23.414,50	46.785,50
	14 - MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.1 - Direction de la santé				
14.1.12.140	Prophylaxie et traitement des maladies sociales et d'autres affections : frais de sensibilisation et d'information. (Crédit sans distinction d'exercice)	620.000	-95.320,00	463.493,89	156.506,11
	15 - MINISTERE DU LOGEMENT				

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 15.0 - Logement				
15.0.12.270	Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	581.280	-55.000,00	523.093,19	58.186,81
	16 - MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE				
	Section 16.2 - Inspection du travail et des mines				
16.2.12.121	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	767.100	-97.500,00	653.738,66	113.361,34
	19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS				
	Section 19.0 - Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales				
19.0.33.010	Subventions et participations de l'Etat aux frais de fonctionnement d'organismes et d'associations relevant du département de l'agriculture. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.066.926	-50.000,00	1.928.459,81	138.466,19
19.0.33.018	Participation de l'Etat dans les actions et projets du programme INTERREG et d'autres programmes communautaires dans les domaines de l'agriculture, de la viticulture, de la sylviculture et du développement rural. (Crédit sans distinction d'exercice)	80.000	-30.000,00	0,00	80.000,00
	Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice)	230.000	-63.500,00	162.814,14	67.185,86
	20, 21 ET 22 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
	Section 20.1 - Circulation et sécurité routières				
20.1.12.320	Frais de fonctionnement relatifs au contrôle technique routier des véhicules utilitaires.	94.820	-71.110,00	3.113,67	91.706,33
	Section 21.3 - Ponts et chaussées.- Travaux propres				
21.3.14.001	Autoroutes : travaux d'entretien et de réparation. (Crédit sans distinction d'exercice)	4.800.000	-335.000,00	4.426.253,34	373.746,66
	Section 22.0 - Environnement : Dépenses générales				
22.0.12.304	Mise en œuvre du Protocole de Kyoto et d'instruments subséquents. (Crédit sans distinction d'exercice)	36.000	-36.000,00	0,00	36.000,00
22.0.41.010	Participation financière de l'Etat aux frais de fonctionnement et aux frais relatifs aux missions confiées au CRTE-Centre de	1.262.664	-36.550,00	1.163.355,25	99.308,75

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Ressources des Technologies pour l'Environnement, Luxembourg Institute of Science and Technology « LIST » et Uni.lu. (Crédit sans distinction d'exercice)				
	Section 22.1 - Administration de l'environnement				
22.1.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs ; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	276.400	-41.714,00	190.824,73	85.575,27
	Section 22.2 - Administration de la nature et des forêts				
22.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.	564.000	-47.000,00	426.564,07	137.435,93
	31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
	Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger				
31.1.74.250	Acquisition de voitures automobiles, de machines de bureau, de mobilier et d'autres équipements. (Crédit sans distinction d'exercice)	575.000	-200.000,00	372.880,07	202.119,93
	Section 31.6 - Défense nationale				
31.6.74.050	Acquisition d'équipements informatiques.	58.328	-25.500,00	32.725,87	25.602,13
31.6.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Crédit sans distinction d'exercice)	77.000	-49.700,00	27.298,46	49.701,54
	35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 35.6 - Classes moyennes				
35.6.52.000	Participation de l'Etat à la dotation en capital des mutualités de cautionnement du Commerce et de l'Artisanat. (Crédit sans distinction d'exercice)	250.000	-160.000,00	81.785,27	168.214,73
	36 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE				
	Section 36.1 - Police grand-ducale				
36.1.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice)	642.000	-160.000,00	477.176,89	164.823,11
36.1.74.050	Acquisition de systèmes et d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.174.694	-30.000,00	2.132.455,96	42.238,04
	39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.5 - Administration des services de secours				
39.5.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)	2.117.264	-513.744,00	1.544.111,13	573.152,87
39.5.74.050	Acquisition d'équipements informatiques. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.316.169	-52.000,00	1.201.257,71	114.911,29
	49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS				

Article	Libelle	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Surestimation
	Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
49.2.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels. (Crédit sans distinction d'exercice)	272.000	-144.000,00	127.413,00	144.587,00

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 33 : Les crédits sous-estimés ayant été majorés par voie de transfert supérieur à 25.000 euros

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
	Section 01.6 - Défense nationale				
01.6.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.	19.046	80.000,00	98.557,68	79.511,68
01.6.11.141	Frais d'alimentation. (Crédit sans distinction d'exercice)	960.842	80.000,00	1.028.516,77	67.674,77
01.6.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.	216.033	44.000,00	259.039,08	43.006,08
01.6.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs ; dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	3.004.033	50.000,00	3.009.576,41	5.543,41
	02 - MINISTERE DE LA CULTURE				
	Section 02.0 - Culture : dépenses générales				
02.0.12.001	Mesures en faveur de la langue luxembourgeoise : indemnités pour services de tiers. (Crédit sans distinction d'exercice)	89.085	27.511,00	116.596,00	27.511,00
02.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	210.000	31.250,00	239.886,58	29.886,58
02.0.33.024	Participation dans l'intérêt du financement du festival du film "Discovery Zone".	250.000	107.500,00	357.500,00	107.500,00
	03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE				
	Section 03.0 - Enseignement supérieur et recherche.- Dépenses générales				
03.0.12.303	Evaluation externe de l'Université, des centres de recherche publics et du Fonds national de la Recherche.	450.000	150.000,00	556.767,75	106.767,75
	04 - MINISTERE DES FINANCES				
	Section 04.6 - Douanes et accises				
04.6.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement.	22.500	60.000,00	74.674,24	52.174,24
	05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 05.0 - Economie				
05.0.12.191	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation.	85.000	38.500,00	123.185,60	38.185,60
	Section 05.6 - Classes moyennes				
05.6.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	75.000	162.382,00	237.143,05	162.143,05
	06 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE				
	Section 06.1 - Police grand-ducale				
06.1.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs : vêtements de travail, frais de bureau, frais de publicité, frais de banque et dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.560.000	350.000,00	1.882.819,31	322.819,31

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
06.1.12.350	Frais d'armement et munitions. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.290.000	35.000,00	1.316.942,15	26.942,15
	09 - MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 09.5 - Administration des services de secours				
09.5.11.130	Indemnités pour services extraordinaires.	47.765	65.000,00	92.544,53	44.779,53
	10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE				
	Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques				
10.2.12.301	Innovation pédagogique : recherche, conception et mise en œuvre de projets. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.118.384	106.000,00	1.192.015,11	73.631,11
10.2.12.302	Agence pour le développement de la qualité scolaire : dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)	401.867	55.000,00	456.638,60	54.771,60
	14 - MINISTERE DE LA SANTE				
	Section 14.1 - Direction de la santé				
14.1.12.126	Frais d'experts et d'études dans l'intérêt de la Santé Publique. (Crédit sans distinction d'exercice)	217.000	43.020,00	247.590,42	30.590,42
	16 - MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE				
	Section 16.2 - Inspection du travail et des mines				
16.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique. (Crédit sans distinction d'exercice)	180.000	29.500,00	208.318,50	28.318,50
16.2.12.260	Frais d'exploitation et frais administratifs ; dépenses diverses.	207.500	68.000,00	235.516,78	28.016,78
	19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS				
	Section 19.0 - Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales				
19.0.34.104	Subventions à des organisations professionnelles ou privées pour la réalisation d'actions de publicité, de promotion et de commercialisation de produits de qualité et la participation à des foires et expositions; participation de l'Etat aux frais d'établissement d'un programme sur le produit du terroir par la Chambre d'Agriculture. (Crédit sans distinction d'exercice)	320.000	50.000,00	360.302,38	40.302,38

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
	20, 21 ET 22 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
	Section 21.3 - Ponts et chaussées.- Travaux propres				
21.3.14.008	Entretien des tunnels sur le réseau de grande voirie. (Crédit sans distinction d'exercice)	1.700.000	335.000,00	2.029.925,91	329.925,91
	Section 22.1 - Administration de l'environnement				
22.1.12.303	Loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés : frais de gestion et de contrôle des dossiers de demande d'autorisation ; frais de contrôle des établissements classés ; dépenses diverses.	45.000	27.567,00	71.585,73	26.585,73
	31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
	Section 31.1 - Relations internationales.- Missions luxembourgeoises à l'étranger				
31.1.72.010	Ambassades, représentations permanentes et autres missions : travaux de construction, de transformation, d'aménagement et de modernisation des immeubles, y compris gros entretien. (Crédit sans distinction d'exercice)	300.000	200.000,00	469.643,30	169.643,30
	Section 31.6 - Défense nationale				
31.6.74.000	Acquisition de véhicules automoteurs. (Crédit sans distinction d'exercice)	333.000	120.380,00	452.604,13	119.604,13
31.6.74.020	Acquisition de matériel de transmission, de détection et de contrôle ; acquisition d'installations téléphoniques, d'équipements de transmission de données, de matériel audiovisuel et d'installations de télécommunications. (Crédit sans distinction d'exercice)	150.600	38.500,00	189.058,06	38.458,06
31.6.74.320	Équipement de casernement et équipement divers. (Crédit sans distinction d'exercice)	169.980	89.950,00	258.485,60	88.505,60
	35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE				
	Section 35.7 - Tourisme				
35.7.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux pour l'aménagement et l'entretien des sentiers touristiques.	46.000	29.300,00	74.066,10	28.066,10
	36 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE				
	Section 36.1 - Police grand-ducale				
36.1.74.310	Acquisition d'armement et d'équipements connexes. (Crédit sans distinction d'exercice)	640.209	200.000,00	838.826,70	198.617,70
	39 - MINISTERE DE L'INTERIEUR				
	Section 39.5 - Administration des services de secours				

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé	Sous-estimation
39.5.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications. (Crédit sans distinction d'exercice)	792.937	389.104,00	1.181.724,85	388.787,85
39.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit sans distinction d'exercice)	628.267	52.000,00	662.342,85	34.075,85
49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture					
49.2.74.030	Acquisition d'appareils médicaux, vétérinaires, pharmaceutiques et de laboratoire. (Crédit sans distinction d'exercice)	68.000	77.000,00	141.295,89	73.295,89
49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux.	19.400	102.300,00	120.649,07	101.249,07
50, 51 ET 52 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES Section 50.1 - Circulation et sécurité routières					
50.1.74.050	Remboursement à la Société Nationale de Circulation Automobile des frais d'amortissement pour la gestion du fichier national des véhicules et des permis de conduire.	508.100	70.810,00	578.910,00	70.810,00

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 34 : Les crédits transférés dépassant au moins 90% du crédit voté

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES			
	Section 01.7 - Coopération au développement et action humanitaire			
01.7.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit sans distinction d'exercice)	100	-100,00	0,00
	02 - MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 02.0 - Culture : dépenses générales			
02.0.12.305	Harmonisation des statistiques culturelles des Etats membres de l'Union Européenne. (Crédit sans distinction d'exercice)	12.000	-11.250,00	0,00
	04 - MINISTERE DES FINANCES			
	Section 04.0 - Dépenses générales			
04.0.12.000	Indemnités pour services de tiers. (Crédit sans distinction d'exercice)	4.300	-4.278,00	0,00
04.0.12.080	Bâtiments : exploitation et entretien. (Crédit sans distinction d'exercice)	107.750	-100.065,00	6.997,73
	Section 04.1 - Inspection générale des finances			
04.1.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études et frais d'organisation et de participation.	2.000	-2.000,00	0,00
	08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.5 - Centre des technologies de l'information de l'Etat			
08.5.11.060	Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage.	62.765	-62.000,00	0,00
	10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE			
	Section 10.0 - Dépenses générales			
10.0.33.010	Cours, stages, recherches, études et activités ou manifestations à caractère pédagogique : subsides.	5.000	-4.650,00	350,00
10.0.34.060	Bourses d'études et de voyages pour des activités à caractère pédagogique.	5.000	-5.000,00	0,00
	Section 11.0 - Enseignement fondamental			
11.0.43.006	Prix attribués dans le cadre du Schoulsportdag sur le plan communal.	5.000	-5.000,00	0,00
	20, 21 ET 22 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 20.0 - Transports.- Dépenses générales			
20.0.41.001	Cours de formation pour les exploitants de taxis : remboursement des frais d'examen à la Chambre des métiers.	4.000	-4.000,00	0,00
	Section 22.0 - Environnement.- Dépenses générales			
22.0.12.304	Mise en œuvre du Protocole de Kyoto et d'instruments subséquents. (Crédit sans distinction d'exercice)	36.000	-36.000,00	0,00
22.0.12.316	Etudes, conseils, planification et réalisation de projets pilotes en matière d'utilisation rationnelle et de promotion d'énergies	20.000	-20.000,00	0,00

Article	Libellé	Crédit voté	Transfert	Liquidé
	nouvelles et renouvelables mis en œuvre par l'Agence de l'énergie ou d'autres organismes : dépenses diverses. (Crédit sans distinction d'exercice)			
	30 - MINISTERE D'ETAT			
	Section 30.5 - Conseil économique et social			
30.5.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications.	2.000	-2.000,00	0,00
	32 - MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 32.1 - Service des sites et monuments nationaux			
32.1.74.300	Acquisition de documents historiques.	8.000	-7.800,00	0,00
	36 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE			
	Section 36.1 - Police grand-ducale			
36.1.74.251	Centre de coopération Policière et Douanière : frais d'acquisition.	10.000	-10.000,00	0,00
	45 - MINISTERE DU LOGEMENT			
	Section 45.0 - Logement			
45.0.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications.	500	-500,00	0,00
	49 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS			
	Section 49.2 - Administration des services techniques de l'agriculture			
49.2.74.020	Acquisition d'installations de télécommunications.	1.000	-1.000,00	0,00
	50, 51 ET 52 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 51.1 - Travaux publics.- Dépenses générales			
51.1.74.060	Acquisition de logiciels, brevets et autres biens incorporels.	10.000	-10.000,00	0,00

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

**Tableau 35 : Choix de crédits budgétaires sous-estimés de façon permanente
exercices 2012 à 2016**

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert reçu	Liquidé	Sous-estimation
00 — MINISTERE D'ETAT						
Section 00.4 — Gouvernement						
2012	00.4.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	26.000,00	5.500,00	31.230,45	5.230,45
2013	00.4.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	27.000,00	5.000,00	31.479,70	4.479,70
2014	00.4.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	30.000,00	4.500,00	34.350,92	4.350,92
2015	00.4.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	30.000,00	5.000,00	32.627,17	2.627,17
2016	00.4.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	30.400,00	2.500,00	31.440,92	1.040,92
04 — MINISTERE DES FINANCES						
Section 04.5 — Enregistrement et domaines						
2012	04.5.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	17.500,00	1.500,00	18.066,96	566,96
2013	04.5.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	17.500,00	3.000,00	18.541,01	1.041,01
2014	04.5.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	18.000,00	2.000,00	18.684,48	684,48
2015	04.5.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	19.000,00	4.000,00	20.428,39	1.428,39
2016	04.5.12.020	Frais d'exploitation des véhicules automoteurs	19.000,00	3.000,00	20.131,32	1.131,32
05 — MINISTERE DE L'ECONOMIE						
Section 05.6 — Classes moyennes						
2012	06.0.12.120	Frais d'experts et d'études	30.000,00	35.000,00	46.945,24	16.945,24
2013	06.0.12.120	Frais d'experts et d'études	30.000,00	155.000,00	146.251,41	116.251,41
2014	05.6.12.120	Frais d'experts et d'études	75.000,00	45.000,00	119.874,61	44.874,61
2015	05.6.12.120	Frais d'experts et d'études	40.000,00	88.600,00	128.429,70	88.429,70
2016	05.6.12.120	Frais d'experts et d'études	75.000,00	162.382,00	237.143,05	162.143,05
06 — MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE						
Section 06.1 — Police grand-ducale						
2012	09.5.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires	350.000,00	154.500,00	881.172,24	531.172,24
2013	09.5.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires	465.000,00	50.000,00	661.197,59	196.197,59
2014	06.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires	550.000,00	40.000,00	584.161,36	34.161,36
2015	06.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires	600.000,00	15.000,00	611.089,96	11.089,96
2016	06.1.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires	615.000,00	100.000,00	713.584,79	98.584,79

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert reçu	Liquidé	Sous-estimation
		10 ET 11 — MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE				
		Section 10.7 — Education différenciée				
2012	10.7.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	42.755,00	2.988,00	45.742,12	2.987,12
2013	10.7.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	43.350,00	21.852,00	64.656,54	21.306,54
2014	10.7.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	47.323,00	10.000,00	57.316,16	9.993,16
2015	10.7.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	47.323,00	1.520,00	48.830,69	1.507,69
2016	10.7.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	40.493,00	16.582,00	51.932,29	11.439,29
		Section 11.3 — Service de la formation professionnelle				
2012	11.3.11.100	Indemnités d'habillement	2.343,00	117,00	2.459,73	116,73
2013	11.3.11.100	Indemnités d'habillement	2.460,00	89,00	2.548,70	88,70
2014	11.3.11.100	Indemnités d'habillement	2.549,00	28,00	2.576,28	27,28
2015	11.3.11.100	Indemnités d'habillement	2.577,00	257,00	2.833,10	256,10
2016	11.3.11.100	Indemnités d'habillement	2.592,00	386,00	2.977,96	385,96
		13 — MINISTERE DES SPORTS				
		Section 13.0 — Sports.- Dépenses générales				
2012	11.4.33.018	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations	205.000,00	55.000,00	259.491,00	54.491,00
2013	11.4.33.018	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations	218.000,00	34.605,00	252.605,00	34.605,00
2014	13.0.33.018	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations	240.000,00	9.928,00	249.928,00	9.928,00
2015	13.0.33.018	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations	240.000,00	7.015,00	247.015,00	7.015,00
2016	13.0.33.018	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives mises à la disposition des fédérations	229.000,00	7.711,00	348.711,00	119.711,00

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert reçu	Liquidé	Sous-estimation
2012	11.4.11.131	Service médico-sportif : indemnités pour services extraordinaires	61.652,00	1.300,00	63.351,90	1.699,90
2013	11.4.11.131	Service médico-sportif : indemnités pour services extraordinaires	65.000,00	7.700,00	72.622,73	7.622,73
2014	13.0.11.131	Service médico-sportif : indemnités pour services extraordinaires	64.314,00	4.815,00	69.128,91	4.814,91
2015	13.0.11.131	Service médico-sportif : indemnités pour services extraordinaires	64.313,00	13.400,00	77.628,72	13.315,72
2016	13.0.11.131	Service médico-sportif : indemnités pour services extraordinaires	63.009,00	11.600,00	74.587,48	11.578,48
20, 21 ET 22 — MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES						
Section 22.2 - Administration de la nature et des forêts						
2012	20.4.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	70.000,00	19.000,00	88.650,66	18.650,66
2013	20.4.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	70.000,00	19.000,00	88.587,96	18.587,96
2014	22.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	202.100,00	15.000,00	215.892,71	13.792,71
2015	22.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	210.000,00	24.000,00	232.284,20	22.284,20
2016	22.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	210.000,00	17.000,00	226.168,89	16.168,89
49 — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS						
Section 49.2 — Administration des services techniques de l'agriculture						
2012	49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	70.000,00	3.240,00	72.965,21	2.965,21
2013	49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	70.000,00	3.960,00	73.934,65	3.934,65
2014	49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	70.000,00	4.750,00	73.163,16	3.163,16
2015	49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	48.988,00	33.900,00	63.089,14	14.101,14
2016	49.2.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux	19.400,00	102.300,00	120.649,07	101.249,07

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

**Tableau 36 : Choix de crédits budgétaires surestimés de façon permanente
exercices 2012 à 2016**

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert émis	Liquidé	Surestimation
		01 — MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES				
		Section 01.4 — Immigration				
2012	01.4.33.300	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires, subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG	50.000,00	-9.831,00	25.000,00	25.000,00
2013	01.4.33.300	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires : subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG	35.000,00	-12.711,48	20.000,00	15.000,00
2014	01.4.33.300	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires : subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG	35.000,00	-14.000,00	21.000,00	14.000,00
2015	01.4.33.300	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires : subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG	30.000,00	-10.000,00	20.000,00	10.000,00
2016	01.4.33.300	Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux migratoires : subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG	25.000,00	-3.290,00	21.500,00	3.500,00
		Section 01.6 — Défense nationale				
2012	01.6.12.191	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	50.000,00	-45.800,00	3.952,65	46.047,35
2013	01.6.12.191	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	140.000,00	-111.270,00	26.102,31	113.897,69
2014	01.6.12.191	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	84.800,00	-69.650,00	15.108,77	69.691,23
2015	01.6.12.191	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	65.000,00	-41.000,00	16.350,34	48.649,66
2016	01.6.12.191	Reconversion des soldats volontaires de l'armée	40.000,00	-3.100,00	31.549,13	8.450,87
		Section 01.7 — Coopération au développement et action humanitaire				
2012	01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche : séminaires et conférences	200.000,00	-87.880,22	112.119,78	87.880,22
2013	01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche : séminaires et conférences	150.000,00	-63.935,50	86.064,50	63.935,50
2014	01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche : séminaires et conférences	110.000,00	-86.000,00	22.582,65	87.417,35

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert émis	Liquidé	Surestimation
2015	01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche : séminaires et conférences	110.000,00	-33.000,00	72.060,28	37.939,72
2016	01.7.12.190	Actions de formation, d'études et de recherche : séminaires et conférences	90.000,00	-1.060,00	88.320,67	1.679,33
05 — MINISTERE DE L'ECONOMIE						
Section 05.1 — Institut national de la statistique et des études économiques						
2012	05.1.12.320	Enquête sur les budgets des ménages	270.000,00	-9.220,00	259.992,98	10.007,02
2013	05.1.12.320	Enquête sur les budgets des ménages	270.000,00	-5.200,00	257.805,53	12.194,47
2014	05.1.12.320	Enquête sur les budgets des ménages	365.000,00	-11.700,00	342.729,40	22.270,60
2015	05.1.12.320	Enquête sur les budgets des ménages	284.500,00	-4.857,00	216.053,09	68.446,91
2016	05.1.12.320	Enquête sur les budgets des ménages	284.500,00	-18.700,00	228.789,57	55.710,43
06 — MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE						
Section 06.1 — Police grand-ducale						
2012	09.5.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	3.330.000,00	-6.000,00	3.322.103,05	7.896,95
2013	09.5.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	3.586.223,00	-60.000,00	3.525.906,55	60.316,45
2014	06.1.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	3.643.745,00	-216.000,00	3.077.714,27	566.030,73
2015	06.1.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	3.502.112,00	-403.000,00	2.311.915,05	1.190.196,95
2016	06.1.12.070	Location et entretien des équipements informatiques	3.319.158,00	-342.000,00	2.947.768,23	371.389,77
07 — MINISTERE DE LA JUSTICE						
Section 07.1 — Services judiciaires						
2012	07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	87.000,00	-20.000,00	65.750,45	21.249,55
2013	07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	80.000,00	-17.500,00	61.907,93	18.092,07
2014	07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	72.000,00	-330,00	59.679,79	12.320,21
2015	07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	68.000,00	-16.500,00	51.089,09	16.910,91
2016	07.1.12.010	Frais de route et de séjour, frais de déménagement	64.000,00	-26.900,00	34.648,65	29.351,35

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert émis	Liquidé	Surestimation
		08 — MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE				
		Section 08.0 — Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses				
2012	08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger	167.000,00	-34.000,00	65.100,92	101.899,08
2013	08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger	70.000,00	-20.500,00	18.344,16	51.655,84
2014	08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger	61.000,00	-3.000,00	37.669,29	23.330,71
2015	08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger	60.000,00	-8.000,00	43.894,61	16.105,39
2016	08.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger	60.000,00	-500,00	45.495,82	14.504,18
		13 — MINISTERE DES SPORTS				
		Section 13.0 — Sports.- Dépenses générales				
2012	11.4.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes	170.000,00	-55.000,00	91.017,00	78.983,00
2013	11.4.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes	170.000,00	-34.605,00	126.072,00	43.928,00
2014	13.0.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes	140.000,00	-9.928,00	130.072,00	9.928,00
2015	13.0.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes et des syndicats intercommunaux.	172.000,00	-7.015,00	164.985,00	7.015,00
2016	13.0.43.000	Participation aux frais de fonctionnement des installations sportives des communes et des syndicats intercommunaux.	175.000,00	-3.046,00	171.954,00	3.046,00
		16 — MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE				
		Section 16.3 — Ecole supérieure du travail				
2012	16.3.12.190	Cours de formation : frais de fonctionnement	205.069,00	-1.575,00	176.784,22	28.284,78
2013	16.3.12.190	Cours de formation : frais de fonctionnement	206.165,00	-2.975,00	165.190,21	40.974,79
2014	16.3.12.190	Cours de formation : frais de fonctionnement	281.614,00	-500,00	199.656,57	81.957,43
2015	16.3.12.190	Cours de formation : frais de fonctionnement	174.410,00	-800,00	97.746,60	76.663,40
2016	16.3.12.190	Cours de formation : frais de fonctionnement	238.310,00	-4.000,00	121.233,00	117.077,00

Exercice	Article	Libellé	Crédit voté	Transfert émis	Liquidé	Surestimation
		19 — MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS				
		Section 19.2 - Administration des services techniques de l'agriculture				
2012	19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	220.000,00	-66.100,00	150.791,08	69.208,92
2013	19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	275.000,00	-85.400,00	153.607,66	121.392,34
2014	19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	277.500,00	-25.750,00	235.188,73	42.311,27
2015	19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	217.311,00	-73.000,00	137.563,91	79.747,09
2016	19.2.12.125	Frais d'experts et d'études en matière informatique	230.000,00	-63.500,00	162.814,14	67.185,86
		20, 21 ET 22 — MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES				
		Section 22.2 - Administration de la nature et des forêts				
2012	20.4.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	622.500,00	-25.000,00	560.968,29	61.531,71
2013	20.4.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	622.500,00	-52.500,00	477.078,23	145.421,77
2014	22.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	578.000,00	-12.100,00	501.746,49	76.253,51
2015	22.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	563.150,00	-23.000,00	476.823,15	86.326,85
2016	22.2.11.130	Indemnités pour services extraordinaires	564.000,00	-47.000,00	426.564,07	137.435,93
		Section 20.0 - Transports.- Dépenses générales				
2012	20.5.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation	50.000,00	-15.250,00	21.044,41	28.955,59
2013	20.5.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation	45.000,00	-19.000,00	21.015,11	23.984,89
2014	20.0.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation	41.000,00	-10.500,00	13.898,90	27.101,10
2015	20.0.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation	42.000,00	-9.000,00	26.670,74	15.329,26
2016	20.0.12.190	Colloques, séminaires, stages et journées d'études : frais d'organisation et de participation	45.000,00	-8.000,00	35.105,23	9.894,77

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

Tableau 37 : Crédits non limitatifs dépassés de plus de 50%

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	00 - MINISTERE D'ETAT			
	Section 00.4 - Gouvernement			
00.4.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	315.000	1.356.071,27	1.041.071,27
00.4.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	316.000	1.181.191,12	865.191,12
	Section 00.6 - Haut-Commissariat à la Protection Nationale			
00.6.33.001	Prise en charge, entretien et encadrement de demandeurs de protection internationale ; aides en vue d'un retour au pays d'origine ; activités péri et parascolaires ; dégâts causés à des tiers ; frais de contentieux ; fonctionnement des foyers d'accueil. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000.000	29.880.172,15	14.880.172,15
	Section 00.7 - Cultes			
00.7.33.016	Subsides au culte musulman. (Crédit non limitatif)	2.480	152.480,00	150.000,00
	01 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES			
	Section 01.4 - Immigration			
01.4.12.012	Frais de route et de séjour, frais de déménagement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	65.000	191.193,42	99.193,42
	02 - MINISTERE DE LA CULTURE			
	Section 02.0 - Culture : dépenses générales			
02.0.33.017	Participation au financement des activités de l'agence luxembourgeoise d'action culturelle. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	216.000	974.618,00	758.618,00
	Section 02.9 - Musée national d'histoire et d'art.-Centre national de recherche archéologique			
02.9.12.220	Recherches historiques et travaux de caractère archéologique (fouilles d'urgence) : dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000	608.494,99	408.494,99
	03 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 03.1 - Enseignement supérieur			
03.1.35.040	Contributions et cotisations à des organismes du secteur public de pays non membres de l'Union Européenne. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	66.000,00	65.900,00
	04 - MINISTERE DES FINANCES			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	Section 04.0 - Dépenses générales			
04.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	510.000	883.965,53	373.965,53
04.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	2.242.312,79	1.736.162,79
04.0.12.230	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social ; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000	81.951,17	25.548,17
04.0.41.011	Dotation de l'établissement public "Fonds souverain". (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	82.755.877,20	32.755.877,20
	Section 04.1 - Inspection générale des finances			
04.1.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	550.000	1.484.488,98	934.488,98
	Section 04.2 - Trésorerie de l'Etat			
04.2.23.010	Pertes de change en relation avec des paiements de factures en devises. (Crédit non limitatif)	300.000	2.181.513,39	1.881.513,39
	Section 04.5 - Enregistrement et domaines			
04.5.23.000	Intérêts des consignations et dépôts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	75.000	225.000,00	150.000,00
	Section 04.7 - Cadastre et topographie			
04.7.12.390	Frais de banque. (Crédit non limitatif)	1.500	2.882,91	1.382,91
	Section 04.8 - Dette publique			
04.8.93.001	Crédits contractés, sous la garantie de l'Etat, par le fonds de rénovation de la vieille ville : intérêts. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	197.085,89	196.985,89
	05 - MINISTERE DE L'ECONOMIE			
	Section 05.0 - Economie			
05.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	570.000	1.007.495,57	437.495,57
05.0.12.110	Frais de contentieux : mise en œuvre des actions en cessation dans le cadre de l'application du Code de la consommation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.500	10.005,46	6.505,46
05.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.350.000	2.095.444,53	745.444,53
05.0.12.230	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social ; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000	79.289,67	64.289,67
	Section 05.2 - Conseil de la concurrence			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
05.2.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	40.000,00	39.900,00
	Section 05.4 - Commissariat aux affaires maritimes			
05.4.41.050	Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du Commissariat aux Affaires Maritimes. (Crédit non limitatif)	300.000	500.000,00	200.000,00
	06 - MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE			
	Section 06.1 - Police grand-ducale			
06.1.12.360	Dépenses afférentes aux mesures d'ordre public ; examens médicaux et autres frais connexes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	210.000	1.329.827,26	1.119.827,26
	07 - MINISTERE DE LA JUSTICE			
	Section 07.0 - Justice			
07.0.34.090	Indemnisation des dommages subis par des collaborateurs bénévoles ; indemnisation en cas de détention préventive inopérante ; indemnisation des victimes de dommages résultant d'une infraction. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	2.494.940,54	1.994.940,54
	Section 07.1 - Services judiciaires			
07.1.12.305	Méthodes particulières de recherches ; frais résultant de la prise en charge des victimes et des témoins dans le domaine : - de la libre circulation des personnes et l'immigration - de la traite des êtres humains - de la protection et de la sécurité des victimes de la traite des êtres humains. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	250.000,00	245.000,00
07.1.12.310	Assistance judiciaire. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	6.805.606,27	2.805.606,27
	Section 07.2 - Etablissements pénitentiaires			
07.2.12.150	CPL : Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.368.860	3.748.056,95	1.379.196,95
07.2.12.151	CPG : Frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	436.316	707.527,93	271.211,93

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	08 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE			
	Section 08.0 - Fonction publique et réforme administrative.- Dépenses diverses			
08.0.11.150	Indemnités pour heures supplémentaires prestées par les agents de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	35.000	84.432,14	49.432,14
08.0.11.170	Indemnisation des fonctionnaires et anciens fonctionnaires ayant subi un dommage en raison de leur qualité ou de leurs fonctions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	90.000	155.449,48	65.449,48
08.0.11.311	Traitements des fonctionnaires, indemnités des employés et salaires des ouvriers ainsi que rémunérations d'autres agents publics en tout ou en partie à charge de l'Etat : dépenses non imputables sur un crédit budgétaire spécifique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	451.952,63	451.852,63
08.0.12.050	Achat de biens et de services postaux et de télécommunications. (Crédit non limitatif)	7.000	25.743,81	18.743,81
08.0.12.230	Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique ou social ; dépenses diverses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	7.000	12.135,06	4.635,06
	10 ET 11 - MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE			
	Section 10.0 - Dépenses générales			
10.0.35.011	Participation financière de l'Etat à la création de classes supplémentaires aux Ecoles européennes de Luxembourg. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	360.000	573.618,24	213.618,24
	Section 10.2 - Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques			
10.2.12.303	Projets spécifiques en relation avec les priorités gouvernementales en matière d'éducation. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.002.932	2.006.412,95	1.003.480,95
	Section 11.3 - Service de la formation professionnelle			
11.3.34.050	Participation aux frais des apprentis fréquentant des cours de formation professionnelle théorique à l'étranger à défaut d'un enseignement national dans la spécialité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	4.250,00	4.150,00
	Section 11.4 - Enfance et Jeunesse.- Dépenses générales			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
11.4.33.023	Renforcement des capacités des acteurs du secteur de la jeunesse dans le domaine de la transition des jeunes vers le marché de l'emploi. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	549.500,00	549.400,00
11.4.33.040	Subventions extraordinaires aux organismes gestionnaires de mesures d'aide à l'enfance et à la famille (Article 17 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	340.343,91	340.243,91
	Section 11.6 - Centre socio-éducatif de l'Etat			
11.6.12.302	Frais de fonctionnement de l'unité de sécurité. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.000	38.453,32	37.453,32
	12 - MINISTERE DE LA FAMILLE, DE L'INTEGRATION ET A LA GRANDE REGION			
	Section 12.0 - Famille et Intégration			
12.0.33.056	Participation de l'Etat aux frais de la prise en charge de personnes en fin de vie aussi bien au niveau du maintien à domicile qu'en centres d'accueil pour personnes en fin de vie. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	450.000	772.950,00	322.950,00
12.0.34.012	Secours du chef de pertes et dégâts essuyés à la suite de catastrophes naturelles, frais d'expertises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	1.223.524,25	1.223.424,25
12.0.43.020	Frais de l'opérateur pour le logiciel informatique des offices sociaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	450.000	713.886,86	263.886,86
	Section 12.3 - Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration			
12.3.33.017	Participation de l'Etat à la réalisation de projets européens dans le cadre de l'intégration des étrangers, de la lutte contre la discrimination ainsi que dans le cadre du Fonds social européen, du Fonds européen pour réfugiés, du Fonds européen d'intégration et du Fonds Asile et Migrations. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	200.000	339.137,47	139.137,47
	Section 12.5 - Caisse nationale des prestations familiales			
12.5.42.007	Participation de l'Etat au financement des allocations familiales au titre de l'article 22 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des	32.336.000	117.336.000,00	85.000.000,00

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	prestations familiales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
	Section 12.7 - Service national d'action sociale			
12.7.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif)	100	5.350,41	770,41
	14 - MINISTERE DE LA SANTE			
	Section 14.0 - Ministère de la Santé			
14.0.12.123	Frais d'experts chargés par l'Etat du contrôle général de la mise au point et de l'exécution des projets d'investissements hospitaliers. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	180.000	288.224,60	108.224,60
14.0.34.011	Traitement des maladies sociales et d'autres affections ; prise en charge de frais d'hospitalisation et frais de traitement de personnes indigentes : subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	850.000	1.299.907,28	449.907,28
	Section 14.1 - Direction de la Santé			
14.1.12.309	Accueil des demandeurs de protection international : Frais concernant le contrôle sanitaire, frais de détection et de prise en charge des personnes vulnérables pour raison médicale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	177.000	417.490,57	240.490,57
14.1.12.319	Participation à un programme de médecine préventive dans le cadre de l'article 17 du Code des Assurances Sociales : programme de vaccination des jeunes filles contre Human Papilloma Virus HPV (cancer du col de l'utérus). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	330.000	608.329,88	275.882,88
	Section 14.2 - Laboratoire national de santé			
14.2.41.000	Dotation dans l'intérêt de la couverture des frais de l'établissement public "Laboratoire national de Santé". (Crédit non limitatif)	12.970.446	28.290.537,53	15.320.091,53
	17 ET 18 - MINISTERE DE LA SECURITE SOCIALE			
	Section 17.2 - Contrôle médical de la sécurité sociale			
17.2.12.150	Frais d'expertises médicales effectuées sur demande du contrôle médical de la sécurité sociale. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.000	23.405,14	18.405,14
	Section 17.3 - Conseil arbitral de la sécurité sociale			
17.3.12.150	Rapports médicaux, frais d'expertises et frais de déplacement y relatifs. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	230.000	359.954,30	129.954,30

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	19 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DE LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS			
	Section 19.0 - Agriculture. - Mesures économiques et sociales spéciales - Dépenses générales			
19.0.12.120	Frais d'experts et d'études. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	120.000	397.178,80	252.178,80
19.0.31.056	Contributions à des actions de diminution du coût de certains moyens de production de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	15.000	4.131.913,57	4.091.913,57
	20, 21 ET 22 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 20.0 - Transports.- Dépenses générales			
20.0.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	148.000	353.115,68	205.115,68
	Section 20.2 - Planification de la mobilité, Transports publics et ferroviaires			
20.2.31.021	Services publics de tramways assurés par Luxtram. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	629.000	1.333.000,00	704.000,00
	Section 21.0 - Dépenses générales			
21.0.12.110	Frais de contentieux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	180.000	391.777,79	211.777,79
	Section 21.1 - Travaux publics.- Dépenses générales			
21.1.33.000	Participation de l'Etat aux frais de mise en place et d'exploitation d'un système d'information routière. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	43.750,00	43.650,00
	Section 21.5 - Bâtiments publics.- Compétences propres			
21.5.12.300	Frais de déménagement des services publics. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	500.000	828.012,70	328.012,70
	Section 21.6 - Département de l'aménagement du territoire (DATer)			
21.6.12.012	Frais de route et de séjour à l'étranger. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	36.000	63.236,63	27.236,63

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	Section 22.2 - Administration de la nature et des forêts			
22.2.12.310	Mesures à prendre pour la protection de la forêt contre les agents biotiques, le bostryche, les autres insectes et champignons nuisibles, et contre les agents abiotiques, notamment les pollutions. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100.000	166.483,59	66.483,59
	Section 22.3 - Administration de la gestion de l'eau			
22.3.14.016	Cours d'eau : travaux d'entretien et de réparation à charge de l'Etat à exécuter aux cours d'eau. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	600.000	1.198.952,27	598.952,27
	30 - MINISTERE D'ETAT			
	Section 30.6 - Haut-Commissariat à la Protection Nationale			
30.6.74.301	Frais d'acquisition pour la gestion de crises. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	12.671.201,05	9.671.201,05
	Section 30.8 - Médias et Communications			
30.8.51.050	Participation de l'Etat aux frais de développement du secteur des technologies de l'information et des communications. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	100.000,00	99.900,00
	31 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES			
	Section 31.5 - Direction de la défense			
31.5.54.062	Participation au financement d'infrastructures immobilières des organismes internationaux concourant à la défense du pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	383.203	873.120,00	489.917,00
	33 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE			
	Section 33.1 - Enseignement supérieur			
33.1.53.010	Aide financière de l'Etat pour études supérieures : garantie de l'Etat (loi du 22 juin 2000). (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	432.267,46	432.167,46
	34 - MINISTERE DES FINANCES			
	Section 34.0 - Dépenses générales			
34.0.71.040	Acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à	3.000.000	38.525.978,37	35.525.978,37

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)			
34.0.71.050	Acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	13.000.000	50.021.569,03	37.021.569,03
34.0.81.035	Participation dans le capital social de sociétés, de fonds d'investissements, de groupements d'intérêt économique ou d'autres organismes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	65.488.283,97	65.488.183,97
34.0.84.036	Institutions financières internationales : augmentation et ajustement de la souscription du Grand-Duché moyennant versement en espèces ; versements en application du cautionnement des ressources propres engagées par des institutions financières internationales. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	5.187.000	291.029.806,57	285.842.806,57
	Section 34.8 - Dette publique			
34.8.91.005	Alimentation du fonds de la dette publique : amortissements. (Crédit non limitatif)	100	400.000.000,00	399.999.900,00
	35 - MINISTERE DE L'ECONOMIE			
	Section 35.0 - Economie			
35.0.51.041	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques : création et aménagement d'infrastructures extraordinaires, y compris la mise en valeur de terrains et de bâtiments, dépenses et frais connexes, participation à des dépenses et subsides. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	1.500.000	3.500.000,00	2.000.000,00
35.0.71.000	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques : achats de terrains à l'intérieur du secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	180.000	4.815.020,60	4.635.020,60
35.0.71.010	Application de la législation en matière de développement et de diversification économiques : achats de terrains à des secteurs autres que le secteur des administrations publiques, dépenses et frais connexes, participations à ces dépenses. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	2.500.000	18.575.555,49	16.075.555,49
	45 - MINISTERE DU LOGEMENT			
	Section 45.0 - Logement			
45.0.81.030	Fonds pour le développement du logement et de l'habitat : majoration de la dotation. (Crédit non limitatif)	1.000.000	3.186.171,00	2.186.171,00

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
	46 - MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE			
	Section 46.5 - Mesures dans l'intérêt de l'emploi, respectivement du réemploi des accidentés de la vie et des personnes handicapées			
46.5.74.040	Acquisition d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	25.000	45.152,08	20.152,08
	50, 51 ET 52 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES			
	Section 50.2 - Planification de la mobilité, Transports publics et ferroviaires			
50.2.93.000	Alimentation du fonds du rail. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000.000	300.000.000,00	290.000.000,00
	Section 51.1 - Travaux publics.- Dépenses générales			
51.1.93.001	Entretien constructif des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest : remboursement au Fonds Belval. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	4.000.000	7.023.925,27	3.023.925,27
	Section 51.2 - Ponts et chaussées.- Dépenses générales			
51.2.63.000	Emprises ; acquisition d'immeubles bâtis et non bâtis dans l'intérêt des chemins repris et des pistes cyclables : remboursement aux communes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	20.000	54.012,05	34.012,05
51.2.73.018	Loi du 10 décembre 1998 relative à l'assainissement et à la réurbanisation du quartier "Place de l'Etoile" : viabilisation du plan d'aménagement de la Place de l'Etoile à Luxembourg. Dépenses à charge de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	142.732,88	142.632,88
	Section 51.3 - Fonds d'investissements publics			
51.3.93.000	Alimentation du fonds des routes. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	50.000.000	200.000.000,00	150.000.000,00
	Section 51.4 - Bâtiments publics.- Dépenses générales			
51.4.72.020	Elimination de revêtements en amiante et divers travaux de décontamination dans les bâtiments de l'Etat. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	250.000	382.115,12	132.115,12
51.4.72.023	Acquisition, déplacement, évacuation, remise en état et installation de pavillons modulaires préfabriqués sur divers sites à travers le pays. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	3.000.000	7.600.000,00	4.600.000,00
	Section 51.5 - Bâtiments publics.- Compétences communes			

Article	Libellé	Crédit voté	Liquidé	Dépassement effectif
51.5.74.106	Personnes handicapées : acquisition de mobilier et d'équipements spéciaux. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	10.000	30.473,00	20.473,00
	Section 52.0 - Environnement.- Dépenses générales			
52.0.63.001	Participation de l'Etat aux frais de construction par les communes d'infrastructures à finalité écologique. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	100	4.327.413,71	4.327.313,71
	Section 52.1 - Administration de l'Environnement			
52.1.53.000	Mesures destinées à promouvoir une utilisation rationnelle de l'énergie, une utilisation des énergies renouvelables et nouvelles et une réalisation d'économies d'énergie. - Participation aux frais d'études et aux dépenses d'investissement. (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)	17.500.000	26.499.733,37	8.999.733,37

Source chiffres : compte général 2016 ; tableau : Cour des comptes

II. LA REPONSE DU GOUVERNEMENT

Luxembourg, le 13 octobre 2017

En référence à votre courrier du 29 septembre 2017 concernant le rapport général de la Cour des comptes sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'État de l'exercice 2016, je vous communique ci-après mes observations en vertu de l'article 4, paragraphe 6, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes :

1) Concernant le point 1.1.2 du rapport général

La Cour fait référence à l'excédent des dépenses tel qu'il ressort du compte général 2016 ainsi qu'aux explications circonstanciées fournies, à titre illustratif, à l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi afférent.

L'exposé des motifs comporte en effet un tableau présentant un excédent de dépenses corrigé d'un certain nombre d'opérations exceptionnelles survenues au cours de l'exercice 2016. Ces opérations sont explicitées et chiffrées et leur caractère exceptionnel est expliqué.

La neutralisation de ces opérations s'explique avant tout par le niveau des montants en question ainsi que par leur caractère exceptionnel, et ce par analogie aux normes comptables du SEC2010 suivant lesquelles ces mêmes opérations sont également neutralisées.

L'inclusion des opérations en question suivant les règles de la comptabilité nationale, sans explications additionnelles, pourraient donner lieu à des interprétations économiques erronées concernant l'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2016.

La présentation retenue à l'exposé des motifs a donc principalement pour objectif de faciliter l'analyse des chiffres, d'énumérer les principales opérations dont l'inclusion est susceptible de fausser l'interprétation ainsi que d'augmenter la transparence par rapport à la présentation du compte général des exercices précédents.

Cette présentation a également pour objectif de rapprocher la présentation de l'exécution budgétaire suivant les règles de la comptabilité nationale à la présentation suivant le SEC2010 telle que revendiquée par le passé par de nombreux acteurs. Elle n'a toutefois pas vocation à remplacer la présentation conformément aux règles nationales applicables en la matière.

Indépendamment des explications additionnelles figurant à l'exposé des motifs, il est donc important de rappeler que le projet de loi proprement dit renseigne, à l'article 1er, les recettes et les dépenses effectives ainsi que l'excédent des dépenses qui en découle, et ce en toute conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

2) Concernant le point 1.5.2 du rapport général

La Cour fait référence à l'impossibilité d'opérer un suivi approfondi des différentes mesures proposées par le gouvernement dans le cadre du «Paquet pour l'avenir».

Comme il est indiqué à l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi portant règlement du compte général de l'État pour l'exercice 2016, une demande d'actualisation de l'impact des différentes mesures envisagées a été adressée aux départements ministériels dans la circulaire budgétaire du 22 mars 2017 en vue de l'élaboration du projet de budget pour 2018. Des chiffres actualisés n'étaient cependant pas disponibles au moment de la finalisation du projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2016.

Une actualisation de l'impact agrégé des 258 mesures du « Paquet pour l'avenir » est désormais présentée au chapitre 4 de l'exposé des motifs accompagnant le projet de loi de programmation financière pluriannuelle pour la période 2017-2021 déposé à la Chambre des députés en date du 11 octobre 2017.



Cour des comptes
Grand-Duché de Luxembourg

2, avenue Monterey
Téléphone : (+352) 474456-1

L-2163 Luxembourg
Fax : (+352) 472186



cour-des-comptes@cc.etat.lu